

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION

MENSUEL DE L'ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE VOIE PROLÉTAIRE

# CONSTRUIRE UN PARTI OUI ! MAIS RÉvolutionnaire

CONTRE-OFFENSIVE PAGE 3

RÉGIMES SPÉCIAUX PAGES 4-5

PAGES 6-7

ET AUSSI

S'ORGANISER

PÉNIBILITÉ

SYNDICALISME  
ET POLITIQUE

NÉPAL:  
LA RÉVOLUTION  
EN MARCHE  
LO ET LES  
MUNICIPALES  
RSA ?





**COMMUNISTES**, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

**COMMUNISTES**, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

**COMMUNISTES**, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous disent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'imperialisme – et particulièrement l'imperialisme français –, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

**IL FAUT UNE ORGANISATION** pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon refléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

#### Voilà ce à quoi travaille Voie Proletarienne.

Partisan est le journal de Voie Proletarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépot légal : 1<sup>er</sup> trimestre 2008. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 79 42 22)

Voie Proletarienne, BP n°48  
93802 Epinay/Séine cedex France

Notre adresse e-mail :  
[contact@vp-partisan.org](mailto:contact@vp-partisan.org)

#### ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

UN AN SOIT 10 NUMÉROS  
SOUS PLI FERMÉ : 23 €  
SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION  
SOUS PLI FERMÉ : 11 €  
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE  
SOUS PLI OUVERT : 6 €  
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES  
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :  
30 \$ CAN (CANADA), 30 FS

CHÈQUES À L'ORDRE DE :  
VOIE PROLETARIENNE, BP N° 48  
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX  
CCP : N° 23 743 83 G PARIS

# Le plus important, en 2008

**L'**année 2008 démarre fort : avec la flexisécurité ! Les licenciements seront facilités.

En contrepartie, quelques maigres garanties. Et tous les syndicats signent. Sauf la CGT, mais elle a droit aux éloges du patronat et du gouvernement. Son attitude a été très positive ! On n'a pas oublié non plus qu'elle a préparé le terrain avec la revendication du NSTS, le nouveau statut du travailleur salarié : des garanties individuelles (et non plus collectives) pour le salarié au singulier (et pas LES salariés). L'acceptation comme incontournables des licenciements et de la précarité.

On a encore la tête dans les mouvements de la fin 2007, surtout le mouvement de défense des retraites à 37,5 annuités. Chérèque avait menacé de se retirer de la journée des fonctionnaires du 20 novembre si d'autres (les régimes spéciaux) venaient s'en mêler. Non à la convergences des luttes ! Et les dirigeants CGT ont réussi à diviser les cheminots en plusieurs cortèges ce jour-là. Réussi, surtout, à faire reprendre le travail au motif qu'avait été obtenu... un calendrier de négociations sur le projet du gouvernement !

**On ne va tout de même pas continuer comme ça !** Avec tout ce qui s'annonce pour 2008 ! Au niveau international, une récession économique qui menace. La hausse des prix assurée et de nouvelles vagues de licenciements probables. Au niveau national, un Medef heureux, et un gouvernement qui, après les municipales, va concrétiser toutes ses «grandes réformes». Et, pour compléter le tableau, une gauche implosée – quand elle n'est pas au gouvernement ! Et des dirigeants syndicaux «positifs», qui négocient les détails des «réformes»... de Sarkozy.

Ils existent, tout de même, ces cheminots et autres «régimes spéciaux» qui se sont mobilisés plus nombreux qu'en 1995 ! Les étudiants contre la privatisation de l'université. Les employés de la

grande distribution pour les salaires. Les travailleurs sans-papiers pour l'égalité des droits. Les ouvriers, dont on parle peu, contre les licenciements et pour le pouvoir d'achat. Nous ne sommes pas pour la convergence de toutes les luttes, car il y a des luttes de petits patrons et de professions libérales qui sont réactionnaires. Mais toutes celles-là, ce sont des luttes qui refusent les conséquences du système capitaliste et impérialiste. Lorsqu'elles convergent, leur contenu politique et explosif apparaît. Et c'est précisément ce que ne veulent pas les dirigeants réformistes.

#### UN PARTI, POURQUOI FAIRE ?

Olivier Besancenot et la LCR proposent un nouveau parti. C'est une bonne idée. Car, pour rassembler les travailleurs et leur donner une chance de gagner, il faut un objectif commun, une perspective commune, en un mot un programme qui unifie. La peur de la politique, c'est un peu la peur de la victoire ! Et pourtant, nous ne serons pas du parti de Besancenot. Pourquoi ?

«Rassembler les travailleurs» ? Il faut être plus clairs ! Il y a des travailleurs, ou – encore plus flou – des salariés, qui sont justement les porteurs du réformisme. Ce sont des cadres supérieurs, comme Le Duigou, des énarques, comme les éléphants du PS, etc. Des «travailleurs» qui acceptent le capitalisme moyennant quelques petits arrangements, il y en a beaucoup dans un pays impérialiste comme la France. Soyons clairs : nous n'en voulons pas dans notre parti, **nous voulons un parti ouvrier**.

«Un programme qui unifie» ? Besancenot n'est pas clair là-dessus non plus. Un parti «anti-capitaliste», dit-il. Il sait ce qu'il ne veut pas : le capitalisme. Mais qu'est-ce qu'il veut ? «Comuniste» et «révolutionnaire» ne sont pas des notions simples, mais elles sont chargées d'histoire, et de nos convictions, et la LCR semble prête à les abandonner... **Nous, nous voulons un parti communiste.**

Pendant ce temps, Lutte Ouvrière a choisi de faire alliance avec un PS com-

plètement déconsidéré et un PCF en pleine déconfiture. Et de ne pas faire alliance avec la LCR...

**Non, on ne peut pas en rester là.** Regarder passivement nos salaires et conditions de travail se dégrader, les riches s'enrichir encore plus, les SDF et les sans-papiers comme des images de l'avenir de misère et de répression que le capitalisme réserve aux travailleurs. Nous continuerons à militer. Et nous savons que la ligne politique est le cœur de la lutte.

• «La CGT, tu l'aimes ou tu la quittes» : Non ! Dans le syndicat comme dans les associations, il faut mener la lutte de la voie révolutionnaire contre la voie réformiste. Il faut rassembler les partisans de la lutte de classe. Un exemple ? Consultez notre blog [ouvalacgt](http://ouvalacgt.com) (\*) .

• «Le nouveau parti devra rassembler le maximum de travailleurs» : Non ! Les profiteurs et les réformistes sont la mort d'une organisation communiste. Et c'est quoi le communisme, au XXI<sup>e</sup> siècle ? Lisez *Partisan* ! Consultez le site de Voie Prolétarienne (\*\*) ! Et surtout, priviliez les rencontres directes !

Le plus important dans ce que nous faisons actuellement, à VP-*Partisan*, c'est probablement l'organisation de cercles politiques ouvriers, ayant pour objectif de se donner les moyens de comprendre et de lutter sur toutes les questions. Se réunir à quelques-uns, régulièrement, pendant une heure et demie ou deux heures, ce n'est pas grand chose, mais c'est la clé de tout ! Notre petite pierre pour un autre syndicat et un nouveau parti. Une résistance est l'affaire d'une poignée au début, mais si ça correspond à un large problème, tous les espoirs sont permis.

**Est-ce que nous progressons dans la conscience et l'organisation politiques ? Oui ? Alors nous passerons une bonne année 2008 !**

\* [ouvalacgtlover-blog.com](http://ouvalacgtlover-blog.com)

\*\* [vp-partisan.org](http://vp-partisan.org)

*Partisan* sur le net

<http://vp-partisan.org>

# POUR PRÉPARER LA CONTRE-OFFENSIVE IL FAUT S'ORGANISER

**S**Le bras de fer engagé autour des régimes spéciaux n'avait pas seulement un enjeu économique pour la bourgeoisie. Il était politique. Il s'agissait pour elle de briser un pôle de résistance ouvrière autour duquel s'organise, depuis 1986, la résistance de tous les travailleurs aux attaques.

#### UN MOUVEMENT DE RÉSISTANCE POLITIQUE.

La radicalisation à la base et la volonté de faire converger des luttes exprimaient cette conscience qui renforçait la mobilisation et la sympathie des autres secteurs (fonction publique, mais aussi du privé) autour des travailleurs du rail en lutte. La politisation du mouvement était portée par le rejet de l'ensemble de la politique du gouvernement. Mais cette mobilisation convergente autour des travailleurs du rail n'atteignit jamais le niveau de 1995.

L'issue de cet affrontement est une défaite pour les travailleurs. Si pour l'heure, il est difficile d'en mesurer la portée politique, elle aura certainement des conséquences quant au rapport de force entre la bourgeoisie et les travailleurs. Les travailleurs et la classe ouvrière industrielle sont depuis de longues années sur la défensive, malgré de grandes luttes périodiques (1995, 2005, 2006, 2007). Dire cela ne signifie pas l'absence de luttes, mais que la bourgeoisie a l'initiative des attaques avec un but assumé, un plan et une organisation. Elle mène des campagnes idéologiques très agressives. Contre elle, les travailleurs ripostent dans des conditions de désorganisation, de manque de perspectives et restent très vulnérables idéologiquement, malgré leur forte colère.

#### BEAUCOUP DE TRAVAILLEURS SE POSENT DES QUESTIONS SUR LES CAUSES DE CET ÉCHÉC

La plupart des travailleurs combatisants perçoivent bien les causes les plus immédiates de cet échec.

En premier lieu, ils pointent le sabotage des directions confédérales et particulièrement celle de la CGT qui, dès avant la grève reconductible, publiait «un préavis de reprise». Les directions confédérales, comme le PS, étaient d'accord sur la nécessité de faire sauter les régimes spéciaux, comme elles le sont sur les évolutions à engager maintenant sur le Contrat

de travail et la «sécurisation des parcours professionnels».

Le gouvernement, comme les directions réformistes (CGT et autres) cherchent donc à empêcher la jonction des mouvements et l'affirmation de leur caractère d'opposition politique frontale au gouvernement.

Les travailleurs, dans les meetings ou les manifestations, exprimaient aussi la conviction que c'était en 2005 que tout s'était joué, et qu'alors le gouvernement, en reculant provisoirement sur les régimes spéciaux, avait brisé un front d'opposition large qui ne s'est pas reconstitué en 2007.

Ce ne sont là que des causes immédiates qui ont pesé lourd. Mais au-delà de ces causes tactiques, il faut aussi mesurer ce qui fait la force de la bourgeoisie, ce qui fait notre faiblesse face à elle, et travailler à surmonter cette faiblesse.

#### UN RAPPORT DE FORCE À TRANSFORMER... PAR L'ORGANISATION ET LA CONSCIENCE

La bourgeoisie française, malgré les contradictions du capitalisme et la concurrence des autres impérialistes, est en position de force face à nous pour trois raisons principales :

- La bourgeoisie sait ce qu'elle veut. La fermeté du gouvernement correspond aux besoins de l'imperialisme français dans la concurrence internationale.

La bourgeoisie est politiquement unifiée.

- UMP et PS défendent sur le fond les mêmes intérêts et adoptent les mêmes positions sur les questions essentielles (régimes spéciaux, retraites, Sécurité sociale professionnelle, Europe,...). Et l'Etat, son quartier général, est efficace.

- Elle est, enfin, à l'offensive sur le plan idéologique. Elle encourage l'individualisme, le chacun pour soi. Elle vante une «modernité» opposée à la solidarité qu'elle taxe de corporatisme.

La classe ouvrière est désorganisée, sans perspectives politiques et idéologiquement affaiblie. Mais cela n'est pas une fatalité. Encore faut-il savoir comment relever les défis.

La LCR propose un parti des luttes qui serait le cadre nécessaire pour organiser la convergence des combats et le «Tous ensemble». Pour elle la classe ouvrière n'est que trahie par des directions, mais nullement désorientée politiquement et idéologiquement. La preuve en étant, pour elle, la multiplication des luttes actuelles (cheminots, fonctionnaires, juges...).

Pour nous, à VoieProlétarienne, cela est loin d'être suffisant.



Ce qu'il manque aux travailleurs, face à la bourgeoisie, ce n'est pas seulement un cadre organisationnel, c'est une perspective politique et sociale. C'est un projet, un but, un programme, autour duquel se construit la lutte de classe. Si les travailleurs savent ce qu'ils rejettent, ils ne s'organisent pas spontanément autour d'un but et dans une perspective. Le parti qui fait défaut à la classe ouvrière n'est pas celui des luttes. Ce qui manque, c'est un parti qui développe et porte cette perspective d'alternative au capitalisme. C'est un Parti Communiste.

Dès aujourd'hui, c'est dans cette perspective que nous travaillons à reconstruire les solidarités ouvrières et par-là même la confiance de la classe en sa force et en sa capacité à transformer le monde.

Ce n'est nullement qu'un travail «technique» d'organisation. C'est une lutte politique. C'est une lutte idéologique. C'est une lutte portée par l'enrichissement de la théorie marxiste. Dans l'immédiat, ces combats n'auront pas un impact de masse, mais ils permettent de rassembler les ouvriers les plus conscients capables ensuite de mener ce travail de reconstruction des capacités de lutte de la classe sur une plus grande échelle. C'est donc une lutte de longue haleine.

#### DANS L'IMMÉDIAT

Le ralliement de la CGT aux positions du gouvernement va aggraver la désorganisation des travailleurs au niveau de masse, même si elle avive le rejet des orientations bourgeois au niveau des ouvriers avancés. Il renforcera la désorganisation. Le travail d'organisation d'un courant d'opposition syndicale de classe doit contribuer à lutter contre celle-ci. Le blog «Où va la CGT?» est l'outil que s'est donné Voie Prolétarienne pour travailler dans ce sens.

Le caractère défensif des luttes et la conscience de nos faiblesses face à notre ennemi de classe, renforce le «Tous ensemble», la nécessité d'un front commun. C'est positif du point de vue de la lutte immédiate, car le «Tous ensemble» s'oppose à la logique même des directions confédérales qui visent à marchander les reculs en divisant les différentes catégories de salariés.

Mais ce «Tous ensemble» conduit beaucoup de travailleurs à relativiser l'enjeu des divergences politiques. Urgence immédiate tend à repousser la discussion et l'engagement d'une lutte qui ne soit pas seulement anti-gouvernemental ou anti-capitaliste mais pro-communiste. Même les ouvriers les plus conscients en restent souvent au syndicalisme ou au parti... de la grève générale.

Dans son activité d'organisation, d'agitation et de propagande :

- **VP DENONCE** les directions confédérales et leurs positions, tout en combattant la tendance à la désyndicalisation et au repli individuel. Il faut donc se battre sur deux fronts et défendre la nécessité du regroupement des syndicalistes de classe.

- **VP MONTRÉ** que le choix est bien entre cogestion du capitalisme ou affrontement avec celui-ci, en affirmant que pour combattre la bourgeoisie, à contre courant, il faut avoir une orientation alternative, une perspective communiste qui se construit autour d'un programme et par l'engagement politique.

- **VP DONNE** aux ouvriers les plus conscients les moyens de mener la lutte sur les questions politiques et «idéologiques» sur laquelle la bourgeoisie est à l'offensive, en organisant des cercles politiques ouvriers.

#### RETOUR VERS LE DIX NEUVIÈME SIÈCLE

**La présidente du Medef** (le syndicat des grands patrons), reconnaît fin novembre qu'*«il est vrai qu'il y a un problème de pouvoir d'achat (...) c'est un ressentiment totalement objectif»*, a-t-elle jugé devant l'Association des journalistes économiques et financiers. Pour Laurence Parisot, *«le pouvoir d'achat est une résultante d'une croissance au niveau minimum»*. *«Donc, la vraie question n'est pas: comment je contribue à ce qu'il y ait plus de pouvoir d'achat?», mais: comment je contribue à ce qu'il y ait plus de croissance?... Pour moi, il y a deux axes principaux à travailler: comment on fait pour baisser les prélevements obligatoires sur les entreprises, c'est prioritaire, et deuxième chose, n'est-il pas temps d'aller plus loin sur la question de la durée du travail? Je me demande s'il ne faut pas accepter de mettre sur la table la question de la suppression de la durée légale du travail»*.

Sarkozy et Fillon, en bon gestionnaires de l'Etat capitaliste, s'apprêtent aujourd'hui à mettre en pratique cette demande!

#### L'IMPÔT SAIGNAIT LE MALHEUREUX BOURSICOTEUR !

Au détour d'un amendement du projet de loi de finances 2008, les députés ont adopté, vendredi 16 novembre 2007, la suppression de l'impôt de Bourse. Cet impôt plus que centenaire, portait sur les principales transactions boursières. Régressif, il taxait les transactions à 0,5 % lorsqu'elles étaient inférieures à 155 000 euros, puis à 0,15 % au-dessus de ce seuil.

#### À COMMANDER À NOTRE BP



Une brochure  
**Partisan** 2 euros



**A l'origine d'un régime spécial, que ce soit celui des travailleurs du rail, des marins ou des mineurs, il y a la pénibilité ou la dangerosité du travail. Or cette justification d'une durée d'activité inférieure pour accéder à la retraite, reconnue à des travailleurs aux conditions de travail difficiles, n'a pas été mise en avant pour tenter d'élargir le mouvement à toute la classe ouvrière. Pourquoi ?**

# UNE QUESTION POLITIQUE

C'est un fait, les conditions de travail se dégradent pour la très grande majorité des salariés. Les suicides de techniciens et de cadres au Technocentre de Renault à Guyancourt en sont le témoignage, comme ceux des ouvriers de Peugeot à Sochaux. Cette dégradation générale ne doit pas masquer qu'au sein de cette tendance persiste une grande inégalité face au travail et à sa pénibilité, qui a un caractère de classe.

**LA PÉNIBILITÉ : UNE QUESTION DE CLASSE !** Cette inégalité est évidente quand on compare les espérances de vie des différentes catégories de travailleurs. Les ouvriers vivent en moyenne de 7 à 8 ans de moins que les cadres ou les enseignants. Cette mortalité plus précoce est due à l'effort physique demandé, aux dérèglements physiologiques engendrés par le travail en équipes alternées auxquels seuls les ouvriers et les exploités sont astreints, comme à l'exposition aux substances toxiques ou au bruit. En mars 2007, les travailleurs de PSA Aulnay exigeaient à juste titre une retraite à 55 ans pour les ouvriers des chaînes.

Dénoncer la pénibilité du travail ouvrier, c'est mettre en question le travail aliené, celui sur lequel l'ouvrier n'a aucune prise. C'est mettre en question des activités qui le réduisent à n'être qu'une force productrice de profit. L'ouvrier s'appauvrit dans ce travail en capacités intellectuelles, en capacité à maîtriser sa vie. A l'opposé,

les cadres, qui sont les forces intellectuelles de la production au service du capital, s'enrichissent par l'exercice de leur travail en capacité à diriger, quel que soit le stress que cette activité leur impose. Combien d'ouvriers décèdent juste à la prise de leur retraite non seulement par suite des dégâts causés à leur santé par l'exploitation, mais aussi parce qu'ils ne se sentent « plus rien » arrivés à la retraite, vidés qu'ils ont été par le capital de toute capacité à diriger leur propre existence !

**LA PÉNIBILITÉ DU TRAVAIL EXPLOITÉ, UNE QUESTION SANS SOLUTION DANS CETTE SOCIÉTÉ.** La concurrence effrénée, la guerre économique que se livrent les groupes impérialistes, poussent sans cesse les entreprises à plus de performance pour les hommes ou les femmes qu'elles exploitent. Il n'y a guère de possibilité de retour en arrière. Que ce soit par la délocalisation vers des pays où les travailleurs ne sont pas suffisamment organisés, ou ici en jouant sur l'individualisation, le processus de dégradation des conditions de travail va se poursuivre. Il n'y a donc pas de place pour la réforme. Il y a seulement place pour un aménagement par la bourgeoisie.

Cet aménagement peut prendre des formes diverses. La plus ancienne est d'offrir aux travailleurs usés, qui ne peuvent plus tenir un poste pénible, des postes dit aménagés. Ainsi à Renault-Billancourt, les travailleurs des forges et des fonderies les plus démolis finissaient gardiens. Alors, ces derniers mourraient, «statistiquement» plus tôt que les forgerons, ce qui permettait à la direction de prendre argument de cela pour minimiser la dangerosité du tra-



vail des forgerons ou des fondeurs. La guerre économique a fait disparaître ces postes «allégés» dans la plupart des usines. Il faudra donc organiser autrement ces reclassements vers des postes «allégés». La «sécurisation» des parcours professionnels facilitera sur une vaste échelle la reconversion d'ouvriers usés vers des postes moins exposés à la concurrence internationale : nettoyage, services ... Sans rien résoudre au fond.

La pénibilité et les conditions aliénantes du travail ouvrier posent la question de son abolition. Seule la transition vers le communisme peut la résoudre, d'abord en réduisant fortement ce temps de travail pénible, et en éliminant progressivement la division sociale du travail entre travail d'exécution et de direction. Eliminer le travail salarié, c'est rendre les travailleurs maîtres et dirigeants de la production, de son organisation, comme de la répartition du fruit de celle-ci. La condition de cela est évidemment qu'ils conquièrent le pouvoir politique.

**DEUX LIGNES POLITIQUES SUR LA QUESTION DE LA PÉNIBILITÉ.** Poser ce problème divise en quelque sorte les salariés puisqu'il montre qu'ils n'appartiennent pas aux mêmes classes. Un des arguments avancés pour ne pas aborder cette question est le fait que la bourgeoisie va s'en emparer pour diviser. Il est un fait que la bourgeoisie va proposer, comme compromis, la prise en compte au cas par cas de la pénibilité en fonction des caractéristiques de chaque poste de travail. La chose n'est pas nouvelle.

Dans les années 50, les entreprises avaient introduit la «otation des postes» pour justifier que dans un même atelier ou sur une même ligne de fabrication les

ouvriers ne soient pas payés au même salaire. Elle justifiait cette inégalité par l'analyse «scientifique» des qualités requises par les différents postes. Contre cette division, la réponse ouvrière a été : «A travail égal, salaire égal». Cette égalité de travail était bien plus l'affirmation d'une même situation de classe (tous ouvriers) que la reconnaissance d'une égalité effective de travail.

Sur cette question de la pénibilité et de l'âge du départ à la retraite, nous devons nous positionner de même : «A travail égal, mêmes conditions de départ à la retraite», mais égal au sens de «Tous ouvriers».

Il y a donc deux lignes sur la question de la pénibilité. Celle de la bourgeoisie qui est d'individualiser et de traiter au cas par cas la question de la pénibilité (ligne sur laquelle sont aussi les directions confédérales) et celle de la classe qui est d'exiger pour tous les ouvriers, indépendamment des spécificités particulières, les mêmes conditions de départ à la retraite.

**QUELLE CONVERGENCE ET SUR QUOI ?** Agir «tous ensemble» est une nécessité. Il faut pour cela que les luttes «convergent». La convergence revient dans tous les débats.

Mais sur quoi converger en terme de contenu et de plate-forme ? De fait, tous les arguments de convergence «oublient» la classe ouvrière. Elle est passée au compte des pertes et profits en tant que «perte». La recherche d'une convergence par les travailleurs et les militants des différents secteurs en lutte se fait donc principalement sur la défense du «service public». Beaucoup de ceux qui déplorent l'absence de la classe ouvrière dans les

mobilisations récentes ne voient pas que, sur une telle orientation, il y a peu de chance de rallier la classe ouvrière, au-delà de l'opposition générale à Sarkozy.

Il ne suffira pas d'une plate-forme et d'un mot d'ordre pour reconstruire les conditions d'une reprise d'initiative ouvrière. Cela est évident. Mais, il faut au moins que les objectifs de convergence se fassent sur les intérêts de la classe ouvrière. Le succès de la mobilisation ouvrière du 15 octobre, sur l'amianté et des conditions de travail, témoigne d'une conscience et d'une volonté de lutte qui se développent. Le syndicat CGT de PSA Mulhouse a organisé un séminaire auquel ont participé des syndicalistes de classe de l'automobile. La question du travail et de sa pénibilité devient une question politique explosive.

**Dans notre propagande, nous devons aller au-delà de la critique de l'exploitation en tant que répartition de la richesse créée par le travail ouvrier, pour poser celle des conditions dans lesquelles elle est créée. La critique du travail mène à la remise en cause des fondements même de cette société capitaliste.**

Aujourd'hui, la meilleure façon de faire face au stress et à la dégradation des conditions de travail, c'est lutte collective comme le rappelle le syndicat CGT de Mulhouse. Mais au-delà de cela, dans cette société, la seule façon de ne pas être seulement une force à produire du profit, c'est de s'organiser politiquement pour aller vers une autre société. C'est comme cela que les travailleurs, les ouvriers, peuvent reconquérir leur liberté face à l'abaissement du travail exploité.



Pendant le mouvement de grève, une cellule de VP a tenu une réunion rassemblant des cheminots (tous militants à SUD), des camarades d'usine (CGT), des jeunes lycéens, un camarade d'un foyer.

## RÉUNION AVEC DES CHEMINOTS

Nous sommes partis des idées martelées par les médias : «Ces sont des privilégiés. Leur travail n'est pas pénible, etc.» Les camarades présents les savaient fausses mais écouter des cheminots les démontraient de mieux combattre ces idées reprises dans tous les milieux.

Le gouvernement cherche à la fois à repousser l'âge de la retraite pour tous et à éliminer les spécificités qui le gênaient dans cette opération. C'est ainsi que nous avons abordé la question de la pénibilité (lire ci-dessous).

Puis nous avons abordé la question de la mobilisation. En fait, celle-ci avait baissé depuis 2005. «Les cheminots et les conducteurs de la RATP voulaient se battre en 2009. Le gouvernement a dit à l'époque qu'on n'était pas concernés, et la CGT l'a repris. 2009 était bien dans les têtes et il y a un manque de confiance dans la CGT. A cause de ça, le 18 octobre la mobilisation était moins forte qu'en 2009. Et le 13 novembre encore moins»

«Il y a des coups bas au sommet de la CGT entre la fédé Transport dirigée par Didier Le Reste et la confédé Thibault, appellent aux négociations de branches, cette initiative de Thibault a mis la fédé mal à l'aise. Celle-ci avait accepté le principe des 40 ans et ne voulait pas d'un conflit là-dessus. Mais elle sentait bien que cela ne passait pas dans la base militante et qu'une journée d'action ne suffisait pas. Ils ont été obligés d'arrêter de freiner le mouvement»

Une lycéenne réagit. «Quoi ? Mais l'ouvrier ne peut plus faire confiance aux syndicats ?» Nous sommes partis sur des explications sur 1956, sur Mai 68, les trahisons, le financement des syndicats par les patrons et l'Etat.

Cette réunion avait lieu le 19 novembre. Le mardi 20, c'était la manifestation unitaire avec la fonction publique et d'autres secteurs. Le mercredi c'était les négociations, non pas sur les bases de la grève, mais sur les aménagements. Une discussion a eu lieu sur la perspective. Le plus probable, c'est qu'il allait y avoir des AG le lendemain du démarquage de la négociation, que les structures CGT prétendraient qu'on avait avancé et que des députés allaient voter la réforme.

La discussion a alors porté sur l'état d'esprit général. La masse des cheminots avait déjà accepté sa défaite. En fait dans le public ou dans le privé tout le monde sent bien que les conquêtes sont reprises une à une. Que la logique marchande pénètre de plus en plus l'école, la santé... Le problème est bien politique. Comment le traiter ? Faire de la politique dans le syndicat ? Faire faire de la politique au syndicat ? Faire une feuille de boîte ? Des formations pour les travailleurs volontaires ? Organiser politiquement ?

Au fond, c'est tout ça à la fois, mais avec des priorités...

## 1995 ET LA GRÈVE DES CHEMINOTS

En 86, la grève était partie de la base et avait été structurée par des comités de grève réunis en coordinations. En 95, face à la réforme Juppé qui alignait le public à 40 annuités, la CGT avait appelé à la bataille. Après trois semaines de grève le gouvernement avait reculé mais un nouveau consensus s'était instauré à la SNCF : un PDG de gauche pour l'huile dans les rouages ; une assurance que le nombre de délégués ne baisse-

raient plus au fil des réductions d'effectifs. Au contraire, il s'est développé de même que les possibilités de prendre des heures syndicales. A partir de là, la direction de la fédération Transport CGT s'est battue plusieurs fois contre des grèves qui touchaient même la CGT. Ce fut par exemple le cas lors du passage aux 35 heures, qui, comme ailleurs, échangeait une RTT contre une flexibilité plus grande et une faible embauche (2% pour 10% d'heures en moins).

## SUR LA PÉNIBILITÉ

Voe-Prolétarienne a fait de cet axe, débattu largement, une façon d'introduire la question des conditions de travail ouvrières. L'enjeu était double. D'abord sortir les cheminots de l'isolement dans lequel le gouvernement voulait les confiner. «Vous n'avez aucune raison de partir plus tôt que les autres. Les conditions de travail se sont améliorées. D'autres métiers sont plus durs». Justement voyons les travaux pénibles qui justiferaient de partir avant : ceux qui amènent une espérance de vie plus faible : les travaux d'OS, de man'uvres, les travaux dangereux, le travail posté. En fait l'essentiel des travaux ouvriers rentrent dans ces catégories.

Les camarades cheminots y ont cependant vu un inconvénient. Le gouvernement

attaque sur le principe d'un droit à la retraite égal mais retardé. La réponse qui argumente par les spécificités abandonne le terrain d'un droit égal sur la base du plus avantageux. La réponse juste serait donc d'étendre les avantages des régimes spéciaux à tous les travailleurs.

D'autre part étendre à d'autres travaux pénibles oblige à parler des spécificités. Ce qui divise. «Je ne suis pas sûr qu'une secrétaire, visée toute la journée devant un écran, ait un travail moins pénible qu'un ouvrier sur ses voies».

Note d'après réunion : En fait il faut une double revendication avec un objectif unifiant tous les travailleurs (55 ans pour tous) mais aussi tenant compte du travail ouvrier et de l'espérance de vie réduite (50 ans pour les travaux pénibles).

## RSA

Martin Hirsch, alors président d'Emmaüs France, avance l'idée d'un revenu de solidarité active (RSA) depuis plus de deux ans. Son objectif : «supprimer la pauvreté d'ici à 2020, par la combinaison des revenus du travail avec ceux de la solidarité». Ses projets pour les allocataires des minima sociaux ont fait l'unanimité pendant la campagne électorale : de l'UMP aux Verts, en passant par Boivin et Royal. Aujourd'hui, assis à la table du Conseil des ministres, le père du RSA s'active pour le mettre en pratique. Coût évalué : 4 à 8 milliards d'euros.

## UN REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE

**S**eules sont concernées par le revenu de solidarité active (RSA) les personnes percevant le revenu minimum d'insertion (RMI) ou l'allocation de parent isolé (API) et non l'ensemble des précaires. Le montant de la nouvelle mesure variera selon le nombre d'enfants à charge, les revenus issus du travail ou d'une formation et de la durée de cette reprise d'activité, etc. Les raisons du RSA fait le consensus droite-gauche. Il s'agit selon Hirsch «d'assurer l'augmentation des ressources d'une personne bénéficiaire d'un minimum social qui prend ou reprend un travail, exerce ou accroît son activité afin d'atteindre un revenu garanti qui tient compte des revenus d'activité professionnelle et des charges de famille».

**RÔLE IDÉOLOGIQUE.** À y regarder de près, la réforme élaborée s'inscrit dans la pensée sarkozyste. Tout au long de sa campagne, le candidat de l'UMP n'a cessé de montrer du doigt les «assistés» en les opposant à la France qui se lève tôt. Sans oublier ses attaques contre le RMI et toute aide sociale distribuée sans contrepartie qu'il proposait de soumettre à un travail qui deviendrait, de fait, gratuit pour le patronat. La philosophie portée par le RSA sous-entend que les millions de bénéficiaires de minima sociaux se refusent à travailler pour de simples raisons financières. Il y aurait, selon le gouvernement, aujourd'hui 500 000 emplois disponibles !

**POUR QUEL BOULOT ?** Le raisonnement de Martin Hirsch est simpliste : il y a des emplois non pourvus, la situation idéale, c'est que les allocataires des minima les prennent. Et en priorité ceux dont personne ne veut, les plus contraints, les plus pénibles, les plus précaires et les moins payés. Il ne s'agira pas d'imposer aux employeurs de mieux payer le travail mais de compenser des salaires de plus en plus bas par une augmentation des prestations assurées par les collectivités publiques», dénonce l'association de chômeurs AC !. Le RSA va conduire le privé d'emploi à occuper un poste contre sa volonté, sous peine de se voir privé de toutes indemnités. Donc travail obligatoire.

**A QUEL PRIX ?** On a comme exemple les «contrats aidés» du plan dit «de cohésion sociale» de Borloo. Ce sont une forme de RSA : le salaire est constitué du minima social versé à l'employeur et reversé au salarié, de suppléments de subventions et d'une infime partie payée par l'employeur. Deux ans après leur entrée en vigueur, 400 000 personnes se retrouvent dans la situation de chômeurs qui travaillent : leurs revenus les placent tout juste au dessus du seuil de pauvreté. Avec le RSA, les employeurs payeront peu en sachant qu'ils pourront s'appuyer sur une telle mesure. Les femmes, demain comme aujourd'hui, seront les premières victimes de telles politiques. On devra demain considérer comme normaux les emplois à temps partiel très réduit, payés très en dessous du SMIC mensuel.

## PAS SOLIDAIRE DU TOUT

**COMMENT ?** L'un des objectifs du RSA est de rémunérer suivant les ressources du foyer, et variables selon le département ou encore une zone particulière du département. Ainsi pourront être pris en compte, par exemple, sa condition familiale, l'âge de ses enfants, son patrimoine, etc. Des critères tout à fait subjectifs et parfaitement individualisés. Concernant les droits liés (transports, APL, CMU, etc.) le dispositif du RSA permet également, si le département le souhaite, de les prendre en compte pour calculer les ressources.

**PAS DE DROITS, DES OBLIGATIONS !** Le statut précaire les prive de tous les droits liés au poste de travail, notamment dans la fonction publique. Surtout parce que leur contrat de travail est aussi un contrat d'insertion, c'est non seulement la fin de contrat qu'ils ont à craindre, mais aussi la suspension ou la suppression de l'allocation en cas de démission, considérée comme une rupture du contrat d'insertion.

### QUI TIENDRA LES CORDONS DE LA BOURSE ?

Ce sont les Conseils généraux volontaires pour l'expérimentation départementale. Et le risque de voir une inégalité de traitement selon les départements n'est pas illusoire. Car «le problème de l'Etat, c'est qu'il est coincé dans les règles qu'il s'est lui-même fixées. Par exemple, il a confié aux départements la gestion du million d'allocataires du RMI, mais en maintenant des règles uniformes sur les barèmes, les règles juridiques, les conditions de cumul entre le RMI et les salaires quand les gens travaillent un peu», a dit le haut-commissaire le 29 mars 2007.

Quarante et un départements sont prêts en janvier 2008 à expérimenter le Revenu de solidarité active, dont de nombreux départements de «gauche» – entre autre celui de la Seine-Saint-Denis (95). Quant on sait que ce sont les départements qui gèrent le RMI depuis la loi de décentralisation de 2004, on voit que l'allocataire est totalement soumis au bon vouloir de telle ou telle décision du Conseil Général. Cette situation est non seulement contraire au principe d'égalité, mais lorsqu'il s'agit d'un RMiste en emploi, ce n'est ni plus ni moins que la destruction d'un droit du travail national, et la difficulté pour se défendre : difficulté individuelle, car il devient alors quasi impossible de connaître l'état du droit applicable, difficulté de défense collective pour des revendications nationales.

**EN RÉSUMÉ • Le RSA c'est la négation du choix de son emploi.** Les désirs d'allotataire, sa formation et ses expériences professionnelles n'ont plus aucune importance. C'est donc le retour du retour du travail. • **Le revenu de solidarité active n'impose pas aux employeurs de mieux payer le travail...** mais compensera des salaires de plus en plus bas par un apport des collectivités publiques. Ce qui fera pression à la baisse sur l'ensemble des salariés. C'est un pas de plus dans l'appauvrissement.

• **Le RSA est une rupture avec les droits existants** mais aussi l'aboutissement d'expériences diverses et simultanées de destructions des droits existants. C'est l'individualisme comme valeur suprême.

• **Le RSA c'est la généralisation de l'emploi précaire**, dans la continuité des TUC... puis des CES, CEC, puis des CA, CAE etc... A terme, c'est la précarisation totale du salariat.

Il ne s'agit donc en rien d'une «avancée sociale» comme le prétend une certaine «gauche», passée du côté de la bourgeoisie, qui déconnecterait un peu plus le droit à un revenu du fait d'avoir un emploi. Il s'agit au contraire d'imposer l'obligation d'occuper un emploi sans pouvoir revendiquer aucun droit collectif qui y serait attaché.

Par contre, c'est une avancée dans la politique systématique de la grande bourgeoisie de destruction des acquis sociaux et du droit du travail. Une avancée dans l'abaissement des «coûts du travail», dans la répartition des richesses en faveur des capitalistes. Ce que Sarkozy, en digne représentant de la bourgeoisie, appelle la «modernisation du marché du travail».

SM

## LA GRANDE COMMUNAUTÉ EMMAÜS

Quant on connaît les conditions de travail chez Emmaüs, c'est à dire des durées de travail hebdomadaire pouvant aller jusqu'à 60 heures par semaine, quand on sait qu'on y rentre en tant que «compagnon», qu'on se doit de verser son RMI ou son minima à l'association qui, pour vos 60 heures de boulot, vous en reverseront une partie complétée parfois de 100 ou 150 euros, avec en prime le fait que vous ne cotisez pas à la retraite... On se dit : serait-ce le modèle du RSA ?

Lyon

# 1000 lycéens contre les expulsions

D epuis cet été, les OQTF (Obligation de quitter le territoire français) pleuvraient sur les jeunes majeurs sans-papiers du collectif, ou qui se faisaient connaître au fur et à mesure : Mouna, Rajae, Achille, Ulrich, Marlyse, Oussama, Dato, Bonheur, Lasha... Marcel, lui, sous APRF (arrêté préfectoral de reconduite à la frontière) confirmé, avait recommandé ses cours et n'avait pas obéi à la Préfecture qui voulait qu'il parte à la fin de la dernière année scolaire ! Surtout, la police était toujours plus menaçante avec visites au domicile de la PAF (Police des frontières) et contrôle dans les métros : arrestations de Marlyse et Oussama (libérés après) dans leur chambre de foyer la semaine d'avant, par exemple... Certaines OQTF étaient confirmées par le Tribunal administratif (TA). De plus, il faissait face au refus de la Préfecture de recevoir plusieurs délégations de lycée pour des cas précis.

Les lycéens ne sont pas restés les bras ballants devant tout ça. Ils ont commencé, au lycée Jean Lurçat, en se mobilisant assez spontanément un beau matin de la fin novembre : départ à 200 pour la Préfecture pour défendre Mouna !

Le 15 décembre nous avons, à l'appel du collectif RESF (1) des jeunes majeurs sans-papiers, décidé de frapper un grand coup : appel à une manifestation de tous les lycées, contre les expulsions programmées, en pleine journée de cours, avec préavis de grève déposé par les syndicats enseignants !

Les enseignants se sont moyennement

mobilisés, mais les lycéens n'ont pas raté la mobilisation ! Dès le matin, des lycéens du lycée Forest de Saint-Priest ont bloqué l'entrée de leur lycée, puis un rond point pour «se faire entendre et soutenir Lasha... Et l'après-midi, ils étaient de 800 à 1000 à se retrouver à la manif, venant surtout de plusieurs lycées professionnels de banlieue, ceux où sont scolarisés les jeunes sans-papiers du collectif, mais pas seulement. Beaucoup plus de jeunes que d'adultes pour une manifestation RESF aux allures assez inhabituelles ! Ambiance très chaude avec des jeunes pour qui c'était très souvent le baptême de la manif ! La police barricadait la Préfecture. Pas de quoi faire peur aux lycéens ! On a frôlé les incidents, mais le service d'ordre mis en place, un peu à la hâte, avec l'aide notoire des étudiants de RUSF(2) et autres, a joué son rôle...

Tout ça n'a pas convaincu la Préfecture d'ouvrir ses portes à une délégation reçue en bonne et due forme ! Elle a quand même entre baillé la porte puisque les 10 dossier de lycéens sous OQT ont pu être déposés. Et, en tout cas, la Préfecture sait désormais qu'elle s'expose à de belles ripostes de la jeunesse si elle touche aux jeunes majeurs sans-papiers scolarisés ! Et les jeunes sans-papiers savent de quelle solidarité ils peuvent bénéficier... Autant pour nous ! On continue !

Militants VP

(1) Réseau éducation sans frontière

(2) Réseaux universités sans frontière

## La jeunesse s'éveille à la lutte politique

V oie-Proletarienne contribue aux mobilisations RESF de Lyon. C'est une façon pour nous de mieux connaître et de contribuer à la formation de la conscience politique de la jeunesse. Personne ne naît communiste. Les combats concrets de la jeunesse l'amènent à se poser des questions sur la nature de la société dans laquelle elle vit, et à réfléchir aux moyens de changer le monde.

Avec le sort fait à leur copains et copines sans-papiers, les jeunes avec ou sans-papiers peuvent réaliser qu'ils vivent dans un monde impérialiste fondé sur l'oppression des peuples dominés. Ils peuvent réaliser que l'Etat français, comme les autres Etats capitalistes, veulent contrôler les mouvements de population au mieux de leurs intérêts économiques et politiques. Ils peuvent comprendre comment fonctionne l'Etat capitaliste, avec son système de lois, sa justice, sa police au service de la classe dominante. Ils peuvent comprendre que tous les idéaux démocratiques proclamés par de tels Etats sont de la foutaise, une véritable hypocrisie élevée au rang d'idéologie «de la civilisation» ! Avec les luttes solidaires qu'ils mènent, ils mettent déjà en place quelques principes de cet autre monde dans lequel ils ont envie de vivre :

un monde internationaliste où la couleur de la peau et l'origine nationale différentes des uns et des autres sont une richesse, un monde sans oppression et sans la brutalité de l'appareil d'Etat capitaliste. Ils se frottent aux nécessités de l'organisation et des choix politiques !

Evidemment, ils ne saisissent pas ça tout d'un coup et spontanément. Pour beaucoup, c'est uniquement le cœur qui a parlé, mais c'est déjà bien ! Pour certains, l'intérêt des manifestations est encore à démontrer, et les jets sporadiques de pierres sur les flics associées à quelques «Nique Sarko» seraient préférables aux actions préparées de longue date en conscience et organisation... Mais les jeunes qui se sont mobilisés à Lyon viennent en majorité des lycées professionnels des banlieues. Ils connaissent déjà la dureté de la vie de leurs parents, prolétaires pour beaucoup. Ils ont déjà l'expérience des violences policières.

La manifestation du 15 décembre montre qu'ils ne sont pas ces «sauvageons», trafiquants de drogues ou brûleurs de voitures,

que la propagande de droite, et d'une certaine gauche, agitent comme un épouvantail !

Oui, la jeunesse avec et sans-papiers regorge de capacités à la lutte politique !

## Mouvement étudiant

Pendant plusieurs semaines, un mouvement a secoué les universités françaises. Les étudiants mobilisés réclamaient l'abrogation de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (dite LRU), votée en catimini le 10 août dernier (voir Partisan n°216). Le mouvement a duré plusieurs semaines, malgré la trahison rapide de l'UNEF. Des étudiants sympathisants de Voie prolétarienne ont participé au mouvement dans les facultés de Tolbiac (Paris 1) et de Saint-Denis (Paris 8).



Une assemblée générale à Tolbiac (Paris)

**A** l'instar de Nanterre, Rennes II ou du Mirail, la faculté de Tolbiac (Pierre-Mendès-France de son nom de baptême) est de celles qui lancent les mouvements étudiants. Le noyau militant est constitué de quelques dizaines de syndicalistes (SUD, FSE, CNT) et d'autonomes, «vétérans» de la lutte anti-CPE. Parmi les syndicalistes, beaucoup de militants des JCR, quelques-uns du PCF ou de petits groupes trotskystes (CRI). Autour d'eux, s'est agrégé un deuxième cercle de plusieurs centaines d'étudiants, généralement en première année de licence (le Centre Tolbiac accueille principalement des première et deuxième années), qui vivent leur première lutte étudiante.

Les assemblées générales commencent dans la semaine du 8 octobre, soit une semaine après le début des cours. Elles ont lieu dans l'amphithéâtre N, le plus grand du centre, qui compte un peu moins de 800 places assises. Les premières AG sont maigronnes : quelques centaines d'étudiants, pour la plupart déjà engagés. A chaque nouvelle assemblée (2 par semaine), les étudiants, rameutés par les tract et les affiches, sont plus nombreux. Les choses sont plutôt bien organisées, le débat à peu près démocratique. Finalement, après deux semaines, nous sommes près d'un millier : l'AG est assez légitime, on peut voter le blocage. C'est parti pour six semaines de lutte. Malheureusement, le mouvement révèle rapidement ses limites, principalement dues à l'emprise des idées petites-bourgeoises.

**DOMINATION DU SPONTANÉISME.** L'idéologie libertaire fait consensus parmi les leaders. La plupart expriment une aversion pour une organisation autonome et poussée du mouvement étudiant. Le mouvement est théoriquement mené par deux structures très lâches, aux prérogatives respectives très floues : les assemblées générales et les comités de grèves ou de mobilisation. Les premières sont vouées à réunir tous les étudiants et à organiser le débat entre eux. Elles sont l'expression de la souveraineté des étudiants et de l'autonomie de leur mouvement (du moins théoriquement). On y vote les mots d'ordre et les modes d'action. Les comités regroupent les militants impliqués dans les luttes. Là, on discute des questions pratiques. Enfin, des commissions d'accès libre sont chargées de missions, comme la rédaction des tracts, les relations avec les médias ou les confédérations syndicales, etc.

Le refus d'une structuration du mouvement étudiant garantit la suprématie des organisations politiques et syndicales sur le mouvement, leurs mots d'ordre et modes

d'action. Les militants trotskistes et anarchistes organisés dans les syndicats flattent le spontanéisme de la masse des étudiants et n'assument pas un rôle de direction politique au nom de l'unité jusqu'au bout. En AG, le débat tourne principalement autour de la question des piquets de grève. On ne peut pas discuter des questions politiques plus profondes sans être accusé de vouloir diviser le mouvement. Les mots d'ordres, votés en toute fin, lorsque tout le monde est crevé après 3 ou 4 heures d'AG, ne sont pas vraiment discutés. En comité de grève, seules les questions organisationnelles (notamment les querelles sans fin entre les uns et les autres sur la nature des mandats des délégués aux coordinations) sont tolérées, et là encore il n'est pas possible d'aborder les questions de fond (par exemple sur les mots d'ordres) sans être rabroué sous prétexte cette fois qu'il y a des choses plus urgentes à faire. Il n'y a donc pas d'espace de discussion politique.

Tout le monde parle d'autogestion, mais dans les faits, il y a bien une base et un sommet. En haut, donc, les syndicalistes et les «tots» (les autonomes) rodés. En bas, les étudiants fraîchement introduits dans la lutte. Les premiers, souvent à courir à droite et à gauche, s'arrogent de faire le travail intellectuel : participation aux commissions, délégations en coordination nationale ou chez les cheminots. Les militants de bases se chargent du travail ingrat, la diffusion des tracts et la tenue des barrages.

**MOTS D'ORDRE RÉFORMISTES.** Le premier constat, c'est la domination idéologique totale de la petite bourgeoisie sur le mouvement. Toutes les organisations syndicales entretiennent les mêmes illusions sur le service public et le rôle de l'université dans l'Etat bourgeois. Même la CNT, qui se plait à se présenter comme un groupe de purs et durs, n'est pas en reste avec des slogans du style «l'université n'est pas une marchandise». Ainsi, il serait possible d'obtenir, dans une société capitaliste, des universités d'Etat «libres» et «critiques». Comme quoi, on peut se prétendre marxiste et nier la dictature de la bourgeoisie.

En fait, la petite bourgeoisie crie son désespoir. Elle refuse d'admettre qu'il est impossible de revenir à l'«âge d'or» des Trente glorieuses, lorsque l'Etat pouvait se permettre d'investir dans un appareil éducatif massif et gratuit, et relativement accessible (mais bien évidemment au service de l'idéologie bourgeoise). Or, actuellement, du fait de l'aggravation de la crise capitaliste, l'Etat se doit de mettre un tour de vis et d'augmenter la rentabilité de son système éducatif. D'année en année, le nombre de places aux concours du

CAPES et de l'agrégation diminue. La sélection est des plus féroces. Ce n'est pas un hasard si la plupart des militants du mouvement sont étudiants dans des filières où les concours de l'Education nationale constituent le premier débouché : histoire, philosophie, arts... D'où la revendication d'une augmentation du nombre de postes dans l'Education, d'où les illusions sur la nature de l'Etat : on ne mord pas la main qui vous nourrit. Ce qui pousse beaucoup de ces étudiants à la lutte, c'est, avant tout, une peur bleue du déclassement ou la crainte de ne pouvoir prendre «l'ascenseur social».

Les étudiants sont bien conscients de la nature en partie corporatiste de leurs mots d'ordres. Ils vont donc tenter de gommer cet aspect en cherchant à se rattacher aux luttes ouvrières. On vote en assemblée générale des motions de soutien aux sans-papiers ou aux cheminots en grève (mais qui n'engagent à rien), on court derrière les bureaucraties syndicales. Une manifestation caractéristique de cette volonté de rapprochement, c'est l'identification aux luttes ouvrières par l'utilisation d'un vocabulaire emprunté : on parle de «piquet de grève» pour les barrages, de «débrayage» lorsqu'on perturbe les cours. On répugne à utiliser le terme de «blockage» et on lui préfère celui de «grève». Nous avons même entendu certains étudiants affirmer sans rire qu'ils bloquaient leur outil de travail !

Il ne faut pas compter sur les organisations politiques d'extrême-gauche pour orienter les mots d'ordre. Celles-ci font preuve d'un suivisme total. Même la militante de LO, très impliquée, n'émet jamais de critique politique. De la LCR et du PCF, n'en parlons pas.

La sympathie des étudiants envers les revendications de la classe ouvrière et leur volonté de se lier à son combat, même de façon inconséquente, sont le signe positif d'une prise de conscience, en rupture avec les revendications corporatistes. Toutefois l'unité avec la classe ouvrière ne se fera pas, comme le souhaitent les syndicalistes dirigés par les trotskistes et les réformistes, par le haut, par un accord entre bureaucraties syndicales ouvrières et étudiantes. Les liens solides avec le prolétariat ne peuvent se construire que dans des relations directes entre comités ouvriers et comités étudiants en lutte. Pour construire cette unité politique, il faut aussi combattre les illusions et perspectives réformistes parmi les étudiants, par le débat et en rompant avec l'activisme. C'est le rôle des militants communistes marxistes-léninistes à l'université.

Sympathisants VP

## Lutte Ouvrière s'allie aux partis de gauche

**En novembre, beaucoup ont été étonnés d'apprendre que Lutte Ouvrière faisait alliance avec le PS pour les municipales de mars prochain. Ils se sont d'abord demandé si ce n'était pas une fausse information (véhiculée d'abord par Le Parisien). Mais dans son journal du 23 novembre, LO a confirmé. La première chose à faire est de prendre connaissance de ses explications.**

# Pas si étonnant

**A**u lendemain de son dernier congrès, un communiqué de LO, daté du 3 décembre, précise : «Le congrès a approuvé le fait de discuter de participations éventuelles sur des listes de gauche. Contrairement à ce qui est souvent affirmé, c'est loin d'être uniquement avec le Parti socialiste, mais c'est avant tout avec des listes unitaires de la gauche pour résister à la droite, voire pour gagner des municipalités sur elle. Cette attitude est nouvelle, certes, mais la possibilité de l'envisager n'est pas nouvelle.»

**POURQUOI CETTE ALLIANCE ?** Quelques précisions, donc. Premièrement, la gauche, ce n'est pas que le PS. Entre parenthèses : nous sommes tout à fait d'accord ! Deuxièmement, ce choix d'alliance électoral correspond bien à une «possibilité de l'envisager» qui n'est pas nouvelle, c'est-à-dire à une attitude politique ancienne et constante de LO vis-à-vis de cette gauche. Tout-à-fait d'accord aussi !

Que disait le journal Lutte Ouvrière du 25 novembre ? «Nous ne voulons pas que, dans la situation politique actuelle, nos listes puissent nuire aux listes de gauche». Ainsi, après y avoir résisté pendant des dizaines d'années, LO céderait au chantage «Vous faites le jeu de la droite en ne votant pas à gauche ? Mais il y a, dans cette phrase du 25 novembre, deux questions importantes à creuser. La «situation politique actuelle», c'est quoi ? LO la



résume ainsi : une «offensive brutale de la droite et du grand patronat». Et alors ? Qu'est-ce que les municipales peuvent y changer ?

Deuxième série de questions. C'est quoi, la «gauche» ? Et pourquoi ne faut-il pas la nuire, c'est-à-dire pourquoi ne pas continuer à la combattre politiquement ? N'a-t-elle pas fait la politique du patronat ?

LO avance un autre argument : «Figurer sur une même liste à des élections municipales ne signifie pas construire un parti en commun. Personne dans les colistiers que nous contactons actuellement ne nous demande de nous dissoudre pour rejoindre leur parti, ce que fait, en substance, la LCR.»

C'est vrai, ça ! Pourquoi faire alliance à gauche, avec le PC et le PS, et pas plutôt à l'extrême-gauche, avec la LCR ? Réponse : une alliance avec des organisations nettement différentes est clairement tactique et purement électorale, alors qu'avec une organisation plus proche, au moment où elle est prête à abandonner le trotskisme, après avoir abandonné la dictature du prolétariat, ce serait beaucoup plus ambigu. Cet argument est, lui, complètement bidon. Il ne peut servir qu'à faire des alliances avec n'importe qui.

Enfin, un dernier argument laisse presque aussi perplexe que le précédent : La gauche est actuellement très affaiblie ; on pourrait se réjouir d'un tel affaiblissement s'il ne faisait pas place à une droite à l'offensive, à un Sarkozy élu avec des voix d'extrême-droite ; on ne pourrait s'en réjouir que si cet affaiblissement correspondait à une montée de l'extrême-gauche. LO semble ne pas avoir remarqué la montée de la LCR, ou ne pas classer la LCR dans l'extrême-gauche !

«LA POSSIBILITÉ DE L'ENVISAGER» Ce n'est pas le fond du problème, mais on

les municipalités justement, mais aussi dans les CE, parmi les directions syndicales, dans les organismes paritaires (mutuelles, Sécu, etc), les ministères quelquefois, les entreprises, etc, etc.

Nous disons, deuxièmement, que les dirigeants réformistes ne sont pas des amis qui se trompent, mais des ennemis qui se cachent. Des amis qui se trompent, on les pousse, on les bouscule quand ils sont forts, on les aide quand ils sont faibles. Des ennemis qui se cachent, on les démasque, car derrière leurs promesses «sociales» et leur soutien calculé aux luttes, ils sont les agents au sein des travailleurs de l'acceptation du capitalisme.

A l'heure où la Gauche, en acceptant toute une série de postes offerts par Sarkozy, fait la démonstration concrète qu'il n'y a pas de différence essentielle entre elle et la Droite, il va falloir se rendre à une autre évidence : il y a quelque chose de fondamentalement commun entre la Gauche et une certaine «extrême-gauche».

On en s'en sortira pas sans avoir éclairci cette question.

M.C.

(\*) Critique de Lutte Ouvrière, par Voie Proletarienne, page 12

## A SAINT-CHAMOND GERARD FILOCHE RACONTE

Inspecteur du Travail et adhérent du PS connu, Gérard Filoche raconte. Le 15 janvier, le candidat PS aux municipales de Saint-Chamond (près de Saint-Etienne) présente sa liste. Quatre composantes : PS, PC, Gauche autrement, et Lutte Ouvrière. Le représentant de LO lit une déclaration devant la centaine de présents :

«Aux élections municipales précédentes, Lutte Ouvrière était présente dans 123 villes, dont Saint-Chamond, ce qui représentait 5000 candidats. Etant donné que ces élections, comme toutes les autres, ne sont pas très démocratiques, nous n'avons eu que 3 élus (...) Évidemment, quand on se présente aux municipales sur des listes LO ou d'union, c'est pour avoir des élus.»

«Nous avons engagé des discussions avec les listes de gauche qui nous sollicitaient... Dans d'autres cas, nous avons pris l'initiative en nous adressant aux candidats du PCF, comme par exemple dans le Rhône, à Vénissieux et à Vaulx-en-Velin.»

«Nous faisons la distinction entre la politique gouvernementale et celle que peuvent mener des municipalités de gauche. Dans certaines villes, on est plutôt d'accord avec ce qu'a fait une majorité PCF-PS, voire PS.»

Gérard Filoche commente :

«Où il au moins quarante ans d'histoire bousculés : c'est pour des raisons politiques, pour «abattre la droite» que Lutte Ouvrière fait ce choix (...) Tout cela est plein de bon sens.»

### NOTRE AVIS :

Lutte Ouvrière choisit de rallier le camp de la gauche précisément au moment où il est largement clair pour tous les travailleurs que gauche et droite s'entendent comme larrons en foire, au gouvernement, au FMI, dans les commissions d'étude, etc. Nous disons bien : Ensemble, et non en alternance. Pour faire la même politique, et pas une politique légèrement différente. La gauche est déconsidérée et Lutte Ouvrière a choisi de partager cette déconsidération...



DIFFUSEZ **Partisan**

**Le bras de fer engagé par les travailleurs des régimes spéciaux**

a dépassé les enjeux simplement économiques. La bourgeoisie y avait plusieurs objectifs aussi bien par rapport aux retraites, pour les privatisations

à venir que pour la conduite des attaques à venir qu'ils vont mener sur tous les terrains. Cette grève a aussi été un révélateur des orientations syndicales de collaboration de classe. Enfin, pour la partie combative des travailleurs, elle a servi de support pour une conscience plus claire de qui sont les amis et qui sont les ennemis.

## QUESTIONS AUTOUR D'UN MOUVEMENT

**P**ourquoi le gouvernement s'est-il attaqué aux travailleurs des transports ? Plusieurs raisons :

→ Il s'agissait de finir le travail commencé il y a 14 ans pour pouvoir passer à la suite. Après avoir mis tout le monde à 40 annuités, il s'agit de porter les mêmes à 41 puis 42. Il s'agit de repousser l'âge réel de départ en retraite à 65 ans puis, demain, à 67 (en attendant pire).

→ Cette attaque sur le salaire indirect avait pour but de réduire les coûts supportés par les entreprises françaises pour remonter leur compétitivité face à leurs concurrents étrangers. Avec le chômage, repousser l'âge de la retraite n'augmentera pas le nombre d'actifs. Cela réduira la pension de ceux qui n'ont pas le nombre d'annuités nécessaire. Les pensions misérables de demain permettront de baisser les cotisations patronales et/ou de multiplier encore les exonérations.

→ La privatisation d'EDF, des transports, suppose de sortir de leurs comptes d'exploitation les pensions des retraités de ces entreprises pour les verser au régime général. Régime général qui va écopier des problèmes, aujourd'hui résolus par l'Etat, et demain par les cotisations de tous (ce que gouvernement et journalistes se sont bien gardés d'expliquer).

→ Les travailleurs du rail, depuis 20 ans constituent le fer de lance des résistances.



L'attaque avait aussi pour but de dégonfler leur détermination et leurs organisations, en vue des attaques futures.

**LA GRÈVE ÉTAIT-ELLE CORPORATISTE ?** Non. Le gouvernement en s'attaquant aux régimes spéciaux n'a fait que poursuivre une attaque commencée 14 ans plus tôt contre tous les travailleurs. Sarkozy s'est targué d'instaurer l'égalité du droit à la retraite, mais c'est son parti qui a fait une brèche

dans cette égalité. C'est la loi instituée par Balladur en 1995 qui instaure les 40 annuités pour le secteur privé. Avant, tout le monde était à 37,5. En 1995, le plan Juppé étend l'attaque au secteur public, mais il doit reculer face à la grève. En 2005, le gouvernement Raffarin reprend l'offensive, porte le secteur public à 40 ans (ce qui occasionne la grève de l'Education Nationale) mais écarter habilement de la mesure ceux qui avaient été le fer de lance de la grève de 1995. En

## L'ART ET LA MANIÈRE D'APPELER À LA REPRISE SANS LE DIRE CLAIREMENT

Il faut commencer à préparer les esprits dès avant le début de la grève, en affirmant, l'air optimiste, que «la grève pourrait être raccourcie» alors qu'elle n'est pas encore commencée (B. Thibault).

2 Au fur et à mesure des jours de grève, répètez que les grévistes doivent préserver leur unité et leurs forces (Le Reste), alors que la CFDT appelle à la reprise, et que Chérèque se fait honteusement expulser de la manifestation du 20 novembre par des syndicalistes décédés. Syndicalisme rassemblé, vous avez dit ?

3 Toujours au fur et à mesure de la grève, empêchez à tout prix les rencontres entre délégués, la convergence des luttes, l'apparition des cheminots en cortèges dans les manifestations : le 20 novembre, les cheminots étaient éparsillés dans les UD et

les UL pour éviter qu'ils se retrouvent ensemble et renforcent ainsi leur détermination collective. Pour briser une grève (n'avons pas peur des mots), il faut diviser les grévistes, les isoler, les parcelliser... Méme technique que les patrons !

4 Le lendemain de l'ouverture des négociations, faire assaut de démocratie, mais surtout sans s'engager ouvertement :

- Lister tous les prétendus aspects positifs avancés par la direction (en fait déjà annoncés avant le début de la grève) ;

- Soigneusement passer sous silence tous les aspects négatifs, à savoir les points qui font clivage parmi les grévistes : les 40 ans, la dé lokale, l'indexation des retraites sur les prix. Ou ne plus en parler qu'en (très très) général ;

- Citer sans explication et sans analyse le pourcentage de grévistes (qui paraît faible), sans montrer son impact réel sur la société ;

- Se montrer extrêmement sérieux et responsable. «Vous comprenez, il y a des dossiers complexes, comme la péénibilité, qui ne pourront pas être traités en quelques jours. Et on ne va tout de même pas faire grève un mois» (JC Le Duigou, le brave homme, il s'est beaucoup donné ces jours-ci en ce sens) ;

- Insister sur la durée des négociations, qui va durer «un mois, voire plus» ;

- Insister à nouveau, communiqué après communiqué, sur la nécessité de l'unité et de conserver ses forces (pour quoi, pour quand... on n'ose pas imaginer après 10

jours de grève !)

• «Continuer à débattre des enjeux à venir et des conditions les plus appropriées pour conserver le rapport de forces dans le cadre des deux négociations qui vont s'engager» ;

- Ne surtout pas donner de consigne de vote. Affirmer haut et fort que la CGT laisse les AG décider souverainement (D. Le Reste). Alors qu'en fait une position a été prise en haut lieu, celle de la reprise, mais qu'il ne faut pas la faire savoir publiquement.

- Mobiliser les délégués et responsables syndicaux dans les dépôts pour, toujours

sur cette base, mener tout doucement les grévistes à reprendre le travail sans ouvrir au contraire sa détermination à continuer la lutte (bien entendu «sous d'autres formes») pour les revendications des grévistes.

Tout cela résumé par *Liberation* de ce jour (22/11) en un paragraphe bien senti :

«La CGT a elle aussi présenté hier soir, sous un jour aussi positif que possible, les premiers éléments des négociations. Pour le secrétaire général de la CGT cheminots, Didier Le Reste, «des premiers points ont été marqués». Selon son habitude, la CGT n'a pas explicitement appelé à la reprise du travail, s'en remettant à la sagesse des assemblées générales. Mais le premier syndicat de la SNCF (40%) et de la RATP (4%), a donné à ses délégués l'argumentaire pour faire voter la suspension de la grève et éviter l'enlisement...»

Extrait de l'article du blog «Ouvalegct»

Cette collaboration ouverte des directions fédérale et confédérale nécessite de travailler à la construction d'un véritable syndicalisme de classe et de masse. Il se fera dans une bataille politique contre les Thibault et consort. C'est la condition pour que des grèves, comme celles de novembre, puissent être un jour victorieuses. Notre organisation, avec le blog Ouvalegct, s'est engagée dans ce travail. C'est le sens, aussi du Forum d'opposition syndicale tenu le 12 janvier (voir nos articles en pages 9 et 10 concernant ce forum).

2007, Sarkozy termine le travail avec les secteurs épargnés en 2005. Les grévistes ont fait ce que tous les travailleurs auraient dû faire en 1995 : défendre un acquis.

**CE MOUVEMENT ÉTAIT-IL POLITIQUE ?** On a la conscience de ses propres batailles. Celles des autres, c'est plus dur. Les grévistes des transports, même les jeunes, savaient situer leur lutte dans l'histoire. Pour cela, ils savaient que l'attaque qu'ils subissaient sur les retraites n'était pas la dernière et n'était pas non plus le seul terrain d'attaque du gouvernement. La journée du 20 novembre est ainsi apparue comme un point de convergence des réponses à Sarkozy : régimes spéciaux, salaires de la fonction publique, étudiants...

Le problème c'est que mobiliser contre Sarkozy ouvre la question de quoi mettre à la place. Question sans réponse de masse aujourd'hui, même réformiste.

**COMMENT LES MÉDIAS ONT-ILS COMBATTU LA GRÈVE ?** Ils ont joué à fond la division. Il suffisait pour cela de donner sans relâche la parole au gouvernement et aux dirigeants confédéraux qui se sont attachés à segmenter le problème. Sans jamais reprendre tout à fait le discours du gouvernement sur l'équité, ils se sont bien gardés de dérouler le film depuis 1995. Le discours du gouvernement passait aussi à travers des radios-trottoirs pris auprès de gens sans mémoire soigneusement choisis. Citons un cas d'une personne de notre entourage. Voyant Antenne 2 sonder sur la grève, elle s'avance et propose d'être interviewée. Quand les techniciens comprennent qu'elle soutient la grève, ils coupent la prise de vue. Pour le reste, les présentations, même soi-disant favorables aux grévistes, faisaient attention à maintenir le sujet dans la logique secto-rielle «je cofise, je veux un retour».

Concernant le suivi de la grève, ils se sont fait les haut-parleurs de la SNCF et de la RATP. Il s'agissait d'annoncer jour après jour une baisse du nombre de grévistes (quitte à amoncer des trains et des rames de métro inexistantes). En fait, cette baisse a été réelle le deuxième jour puis le nombre de grévistes est resté stable pendant une semaine, avant de chuter le dixième jour au vu du lâchage des directions syndicales.

**QU'EST-CE QUI A MANQUÉ POUR QUE LA GRÈVE CONTINUE ?** Il a manqué une organisation et des perspectives, indépendantes des directions syndicales et suffisamment puissantes pour entraîner.

A niveau de la grève, il a manqué des comités de grève et une coordination, capable, comme en 1986, de donner les moyens aux grévistes de base de se diriger eux-mêmes. Certes, les AG étaient souveraines, et cela constitue un acquis sur la gestion démocratique du mouvement, mais sans organes dirigeants comme les comités de grève, aucun AG ne peut construire, en séance, des perspectives de lutte alternatives à des directions bureaucratiques.

Au niveau des syndicats, il a manqué un syndicat ou des fractions de syndicats qui lancent un appel clair au combat. Ce rôle a été en partie occupé par SUD-Rail au début, qui a fait un vrai travail d'information et fait ce qu'il a pu pour entraîner dans la grève.

Puis SUD-Rail s'est rallié à la position CGT de négociation et a rejoint les tables rondes qui négociaient les aménagements.

Enfin il a manqué une perspective politique. La manifestation du 20 novembre avec un caractère anti-Sarkozy très marqué. Mais virer Sarko ? Pour mettre quoi ? Le PS ? Ségolène Royal ? Il manque un parti des travailleurs. Il manque un projet socialiste crédible.

**LES CONDITIONS DE LA BATAILLE SONT À CONSISTER.** Il s'agit de se donner les moyens syndicaux et politiques de réagir. C'est-à-dire mener bataille pour construire des syndicats sur des positions de classe et prêts à combattre les directions confédérées. Poser la question de l'alternative à ce système. S'organiser politiquement pour construire le parti de la classe ouvrière. (... et cela pose aussi la question de construire d'autres médias).

Militant VP

## POUR CEUX QUI N'ONT PAS BIEN SUIVI

**SEPTEMBRE 2006** Nicolas Sarkozy, presque candidat à l'élection présidentielle, le affirme qu'il faut réformer les régimes spéciaux de retraite.

**MARS 2007** Le même affirme : «Je n'accepte pas cette idée que tous les Français du public et du privé doivent cotiser 40 ans et que dans les régimes spéciaux, on doit cotiser 37 années et demi.» La réforme de ces régimes est inscrite à son programme.

**11 OCTOBRE 2007** Xavier Bertrand, Ministre du Travail, expose le projet de loi sur leur réforme.

**18 OCTOBRE** Grève des transports, gaziers électriques à laquelle se joignent d'autres secteurs.

**19 OCTOBRE** Le lendemain, à la SNCF, SUD-Rail et FO tentent sans succès d'entrainer à la grève reconductible. Combattu par la CGT.

**31 OCTOBRE** CGT, FO, SUD-Rail, UNSA, CGC, CFTC déposent un préavis de grève reconductible pour le 15 novembre (la CFDT réfléchit, puis appelle le 6 novembre)

**13 NOVEMBRE** La grève reconductible à la SNCF devait démarrer le soir. Thibault, flanqué d'une délégation des dirigeants de la CGT, demande des négociations dans chaque régime spécial avec des représentants du gouvernement et des entreprises. Le gouvernement accepte.

**14 NOVEMBRE** A la suite de ceux de la SNCF, les travailleurs de la RATP s'engagent dans la grève reconductible. Grève ce jour là à EDF et GDF, partiellement reconduite quelques jours.

**20 NOVEMBRE** Manifestations de la fonction publique pour les salaires, à laquelle de nombreux autres secteurs s'associent. Transformés en manifs anti-Sarkozy.

**21 NOVEMBRE** Début des négociations entreprise par entreprise.

**22-26 NOVEMBRE** Les départs votent la reprise du travail.

**6 DÉCEMBRE** La CGT (avec la CGC) dépose un préavis de grève pour le 12 décembre, à la SNCF et à la RATP.

**11 DÉCEMBRE** La CGT suspend son appel.

**Il y a un an quatre collectifs et deux syndicats lançaient un appel pour un forum d'opposition syndicale. Dans Partisan 214, nous avions rendu compte de cette rencontre, tenue le 26 mai 2007. Une deuxième réunion, aussi intéressante, a eu lieu le 12 janvier. Au lendemain d'un mouvement de grève qui a mis en évidence la collusion de dirigeants syndicaux avec le gouvernement, ce type de forum permet d'avancer sur l'une des tâches qui s'imposent à nous : construire un mouvement syndical puissant, de classe et de masse. Ci-dessous, compte-rendu de cette rencontre, page suivante, extraits des résolutions prises.**

# Rencontre syndicale

**U**ne centaine de personnes se sont retrouvées pour ce forum. C'est un peu moins que lors de la rencontre de mai, mais cette fois, la participation était nettement plus ouverte. Des travailleurs des transports de différents endroits de France, des militants de l'intersyndicale CFDT-CFTC-CNT-FO-SUD des laboratoires Besins de Montrouge (voir Partisan 215), des métallos... Les camarades du CGT-E Dalkia étaient venus nombreux. A signaler que plusieurs camarades investis dans les luttes de l'automne, étaient venus par le blog Ouvalaegt, ce qui confirme l'intérêt du site, non seulement en terme d'analyse, mais aussi comme support pour l'organisation. Ce qui est un peu nouveau mais qui traduit son succès grandissant (200 visites par jour).

Autre élément positif à verser au bilan : la qualité des débats. Lors du dernier forum, nous avions pointé que les interventions s'additionnaient sans vraiment se répondre. C'était «la parole aux luttes», mais il n'y avait pas vraiment d'échange sur les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre concrète du syndicalisme de classe.

Cette fois, le forum s'est adossé aux grèves de novembre et le débat a vraiment eu lieu.

**SUR LA LIGNE DE LA DIRECTION CGT.** «Les travailleurs sont une armée sans état-major, ou plutôt avec un état Major qui nous tire dans le dos». «La direction de la fédération SNCF ne vaut pas mieux que la direction confédérale. Ils ont dit qu'ils laissaient décider les AG, au lendemain du 21 novembre. En fait ils avaient tiré un argumentaire pour la reprise, à destination des dirigeants locaux». «La direction fédérale

avait déjà accepté les réformes du gouvernement. Son problème a été de composer avec la fraction combative». «Le préavis de grève du 19 décembre a été une mascarade. Il l'ont retiré au dernier moment parce que cela aurait été un bide». «Oui, mais c'est parce qu'ils avaient obtenu ce qu'ils voulaient : l'allongement des négociations». «Ils nous disaient que les négociations se fereraient sous le contrôle des grévistes. On en entend plus parler: Ils ont honte de venir nous dire le résultat de ces négos. Les seuls compte-rendus qu'on a, c'est ceux de la direction».

**SUR LES RAISONS DE L'ORIENTATION BOURGEOISE.** «La bureaucratie syndicale est nourrie par son imbrication à l'appareil d'Etat; les commissions paritaires, les organismes de toutes sortes ARRCO, AGIRC, les instituts de formation, les assurances...» «Les cotisations rentrent pour moins de la moitié dans les budgets des grandes structures syndicales. Elles n'ont aucune indépendance vis-à-vis de l'Etat et du capital». «Des dirigeants syndicaux comme Le Duigou sont des hauts cadres de l'appareil d'Etat. Il n'est pas étonnant qu'ils avancent une politique bourgeoise». «D'avoir renoncé à la perspective d'une collectivisation des moyens de production fait qu'ils n'ont plus de défense face au capital. Ils acceptent le système capitaliste». «Au fond, ils défendent leurs intérêts».

Un camarade a pris appui sur ces constats pour lancer un débat : Il faut quitter les syndicats. On lui a répondu qu'en tant que travailleurs nous avions besoin de structures de lutte permanentes et qu'il nous fallait pour cela nous réapproprier les syndicats.

**SUR L'ÉTAT DU MOUVEMENT.** «Forte combativité» a dit l'introduction. Mais l'acceptation des reculs traversaient même les cheminots grévistes. «En 1986, les directions syndicales étaient contre la grève et elle a quand même eu lieu. Là, ils n'ont pas eu de mal à faire reprendre». La ligne confédérale d'accompagnement des reculs trouve son appui dans le défaitisme parmi les salariés. Ce n'est plus «gagner» mais «y perdre le moins possible». En fait les camarades étaient unanimes pour constater les gros écarts de combativité, mais ce qui est sûr, c'est que là où un cadre syndical sur des bases de classe existe, la mobilisation prend et la combativité remonte. «Les AG, c'est bien, mais on n'a pas pu faire de coordinations comme en 1986». En fait, «on ne peut pas renvoyer aux AG la définition d'une politique. C'est la confusion». «Ce qu'il y a de besoin, c'est d'une centralisation». Quel que soit le bout par lequel on prend le problème, on en revient à la définition d'une politique de classe, et d'organisations pour le porter : organisation syndicale et organisation politique. Cela a été affirmé par plusieurs participants.



Vote des cheminots de Chambéry pour la grève reconductible

**SUR LA TACTIQUE À SUIVRE.** «La conscience des trahisons augmente, mais la combativité n'augmente pas. Comment on fait?»

«L'état d'esprit dans la CGT, c'est tu la fermes ou tu la quittes». «Dans mon syndicat, je vais y aller de front en dénonçant la collaboration de classe des Thibault et Le Duigou, mais ça va être chaud. La conscience de leur collaboration ouverte n'est pas massive». La perspective étant de chasser les directions jaunes et de se réapproprier les syndicats. Mais, comme on dit, c'est plus facile à dire qu'à faire.

**SUR LES REVENDICATIONS.** La résolution proposait une liste de revendications comme «Le SMIC à 1500 euros net; 300 euros pour tous ; Retraite à 55 ans, 30 ans pour les travaux pénibles». C'était un exercice périlleux, car l'élaboration d'une plate-forme juste ne pourrait être que l'aboutissement d'un processus d'unification de forces syndicales de classe. Ce que ce forum se propose d'amorcer. Des intervenants ont avancé plusieurs autres revendications. Des critiques de formulation ont été faites. Au final, le débat a permis de dépasser le détail de l'écriture.

✓ Il faut s'unifier en amont sur ce qu'est une démarche syndicale de classe. Par exemple la nécessité de l'unité de classe autour des plus exploités (intérimaires, précaires, hors statut, travaux pénibles...). C'est un des éléments qui réglementent comment va être construite une revendication. Il y en a d'autres (internationalisme, indépendance vis-à-vis du capital...). C'est en particulier ce que nous dévelop-

pions dans notre «Manifeste pour un syndicalisme de classe».

✓ On vit une attaque globale. Elle est même revendiquée comme telle par nos ennemis. Alors, on peut, pour chaque attaque, décliner des revendications, mais surtout il faut affirmer notre opposition à tout ce système et construire une centralisation pour y faire face.

✓ On a quand même besoin d'une ébauche de plateforme. La direction confédérale CGT a liquidé toute plateforme au profit de «repères revendicatifs». Une façon pour elle de rendre moins visible les revendications. On a donc besoin d'un outil pour retourner dans nos syndicats aussi bien pour le travail revendicatif que pour la bataille interne à la CGT.

D'autres moments forts ont eu lieu. Evelyne Gaillet, militante du CGT-E, est intervenue pour expliquer son licenciement par Dalkia, avec la complicité active des élus CGT, suite à sa tentative pour assainir les comptes du CE. Le combat n'est pas terminé. Elle passait en Prud'hommes le 16 janvier à Caen. Une collecte de solidarité, faite immédiatement, a réuni 350 euros.

Un camarade du 9<sup>e</sup> collectif des sans-papiers est intervenu pour décrire sa lutte. La discussion est revenue en AG sur la revendication de «Régularisation sans condition de tous les sans-papiers». Un point incontournable pour un syndicalisme de classe. Et cela d'autant plus qu'il existe des luttes d'entreprise sur ce terrain (Modelux, Buffalo Grill, Metalcouleur...).

## Collectifs appelant au Forum :

- **Le Collectif général des travailleurs (cgt-e) Dalkia, syndicat indépendant issu de la cgt**
- **La Fédération syndicale étudiante (fse)**
- **Le Collectif unitaire pour un front syndical de lutte de classe (cuse)**
- **Le Comité pour un courant intersyndical lutte de classe anti-bureaucratique (cuca)**
- **Continuer la lutte (cl-cgt)**
- **Et enfin, le blog Ouvalaegt construit par notre organisation.**

**Vous trouverez sur le blog les liens avec les sites de ces collectifs ainsi que les moyens de les contacter.**  
<http://ouvalaegt.over-blog.com>

Enfin, des perspectives ont été tracées pour continuer (voir la résolution page suivante). Des contacts ont été échangés entre des participants de même région ou de même secteur. D'ores et déjà on peut dire qu'un forum régional du grand Sud-Ouest va être préparé.

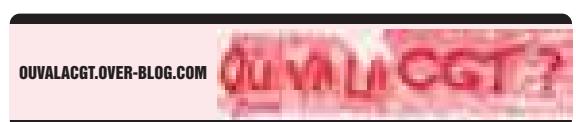
Au bilan de cette réunion du 12 janvier, ce qui en restera, c'est l'envie de se revoir après un débat qui a bien marché. C'est l'envie d'utiliser les liens créés pour faire circuler les informations, aider au travail pratique, reprendre les débats. Et c'est au son de l'Internationale que nous sommes séparés.

Militant VP

**À COMMANDER  
À NOTRE BOITE POSTALE**

**MANIFESTE POUR UN SYNDICALISME DE CLASSE**

Une brochure  
Partisan 1 euro



## Grenelle de l'insertion

# Vers le contrat unique

**Rencontre syndicale** (suite de la page précédente)

## RESOLUTIONS (EXTRAITS)

**Deux résolutions ont été votées. Le temps d'intégrer les modifications apportées au cours du forum, vous les trouverez intégralement en ligne sur le blog Ouvalaegt. La première concluait le bilan des luttes de l'automne en caractérisant l'attitude des centrales syndicales.**

**Cette trahison des luttes ne fait qu'exprimer une orientation générale qui est celle du «syndicalisme d'accompagnement», consistant à négocier la régression sociale au lieu de la combattre. C'est ainsi que la direction CGT, comme celle des autres organisations, participe avec empressement aux conférences et à l'agenda social 2008 lancé par Sarkozy pour accompagner la casse sociale et qu'elle cautionne totalement le dispositif gouvernemental en «oubliant» de dénoncer la guerre menée contre les travailleurs. Lors de ses voeux, Sarkozy les a d'ailleurs publiquement remerciées de cette participation à la mise en oeuvre de sa politique ! Quand le capital félicite les directions syndicales, c'est qu'il est plus que temps pour les travailleurs de les chasser»**

**La deuxième résolution a détaillé ce que pouvait être une plate-forme de lutte et présenté des perspectives pour la poursuite de l'activité commune.**

**Les participants au deuxième forum pour un syndicalisme de classe et de masse :**  
- réaffirment la nécessité des syndicats comme instruments permanents de défense et de combat des travailleurs contre l'exploitation et pour leur émancipation sociale.  
- réaffirment que les directions syndicales ont abandonné le terrain de la lutte des classes pour s'intégrer toujours plus dans la cogestion du capitalisme, dans le syndicalisme de négociations et d'experts.

- pour autant, refusent le découragement et le défaitisme, refusent de laisser le champ libre aux réformistes et collaborateurs, et affirment haut et fort que jamais le syndicalisme de classe n'a été aussi nécessaire et aussi proche des exigences et du mécontentement des travailleurs en lutte qui doivent se réapproprier leurs syndicats.

- considèrent que la reconstruction du syndicalisme de classe est un long chemin qui commence dès aujourd'hui entre autres par :

- la participation active à la défense des intérêts des travailleurs sans souci de la bonne marche du capital, à la lutte contre toutes les mesures de régression sociale avancées jour après jour par le gouvernement Sarkozy/Fillon ;
- la reprise en charge des positions et dénarcotisations portées par toute l'histoire du mouvement ouvrier, aujourd'hui abandonnées par les directions syndicales réformistes ;
- la rencontre et le débat, la convergence des expériences et le soutien mutuel. Aujourd'hui, nous affirmons en particulier notre soutien aux camarades du CGT-E Dalkia victimes d'une offensive conjointe d'une direction de choc et de syndicats collabos particulièrement virulents (UNSA, fédération CGT de la Construction) ;
- la convergence des luttes et la construction d'une véritable unité de classe de tous les prolétaires, avec les étudiants, les chômeurs et précaires et en particulier les sans-papiers, les plus précaires des travailleurs aujourd'hui en lutte ;
- réaffirment que le syndicalisme de classe exige une plateforme de revendications nationales de lutte enrichie, claire, capable d'unifier tous les travailleurs et qui doit se construire dans les luttes et les confrontations des divers points de vue.»

**Suit une liste de revendications et d'éléments d'orientation pour un syndicalisme de classe. La résolution conclut ainsi :**

**66 Pour défendre l'orientation synthétisée dans cette résolution, les participants décident de poursuivre l'activité commune engagée depuis un an, concrétisée dans les deux premiers Forums du syndicalisme de classe et de masse, le premier numéro du Bulletin et plusieurs interventions communes dans la lutte de classe.**

- Diffusion large des deux résolutions adoptées par le 2e Forum et organisation sur cette base de réunions dans les entreprises ou établissements et les villes de province, avec notamment des Forums régionaux ;
- Poursuite de la publication du Bulletin à un rythme si possible trimestriel ;
- Intervention commune plus systématique dans les luttes (petites et grandes) dès que les convergences d'analyse et d'orientation le permettent ;
- Préparation d'un troisième Forum du syndicalisme de classe et de masse si possible en juin.»

**C**ommencé fin novembre, ce Grenelle doit déboucher sur «des propositions permettant d'améliorer les politiques d'insertion, la réforme des contrats aidés et des minima sociaux». Ce Grenelle ne sera pas indépendant de la négociation, dite de «modernisation» du marché du travail, dans le but de «réformer» le code du travail et le contrat de travail.

### LA RÉFORME DES CONTRATS AIDÉS...

Ces contrats de travail sont réservés à certains publics (chômeurs en difficulté, jeunes non qualifiés, etc) et financés en partie par les pouvoirs publics. Il existe actuellement une dizaine de types de contrats aidés différents (contrat d'avenir, contrat d'accompagnement dans l'emploi, etc), qui pourraient être fusionnés dans un «contrat unique d'insertion».

### LA RÉFORME DES MINIMA SOCIAUX.

Le montant maximal du RMI pour une personne seule n'est que de 440 euros par mois. Soit à peine la moitié du seuil de pauvreté. S'agissant du revenu de solidarité active (RSA), les chiffres ont varié de 817 euros évoqués en 2005 à 564 euros éventuellement aujourd'hui. Face à des coûts incompressibles et qui augmentent de plus en plus, alimentation, logement, transports,

chauffage... ces niveaux ne permettent que d'entretenir la misère. Reste à voir comment l'allocation unique envisagée s'articulera avec le RSA. Si les expérimentations actuelles font leurs preuves, le RSA pourrait être généralisé à la France entière dès la fin 2008. (Voir notre article à ce sujet)

### GAUCHE-DROITE MÊME POLITIQUE ?

Le Grenelle de l'insertion, qui se tiendra jusqu'à fin mai 2008, sera préparé par trois groupes de travail et une dizaine de forums décentralisés a expliqué Martin Hirsch fin novembre.

Le «Haut Commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté» a précisé les objectifs de chacun de ces groupes. Le premier, présidé par Laurent Hénart, député (UMP) de Meurthe-et-Moselle et ancien secrétaire d'Etat à l'insertion professionnelle des jeunes, et Christophe Sirugue, président (PS) du conseil général de Saône-et-Loire, définira les objectifs des politiques d'insertion et les compétences respectives de l'Etat et des collectivités territoriales.

Jean-Luc Vergne, directeur des ressources humaines de Peugeot SA, et Annie Thomas, secrétaire confédérale CFDT et présidente de l'Unedic, présideront ensemble un groupe de travail sur la création du contrat unique d'insertion (CUI). Enfin, le dernier groupe de travail,

présidé par Nicole Maestracci, présidente de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS), et Agnès Naton, secrétaire confédérale de la CGT, est chargé de réfléchir au parcours d'insertion... La direction CGT a justifié sa collaboration par une «ambition : l'ouverture du champ des possibles, travailler tous pour vivre mieux». On en jugera. **SM**

## LA PAUVRETÉ EN EXPANSION... COMME LA RICHESSE

La pauvreté est bien installée. Selon les chiffres officiels elle serait passée d'un taux de 11,7% de la population à 12,1%. L'actuel gouvernement «produit» 1000 pauvres supplémentaires par jour et n'offre aucun avenir à une majorité de la jeunesse. De nombreux salariés sont pauvres et mal logés, travaillant à temps partiel très peu payé... Résultat, toujours selon les chiffres officiels, 7,1 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, 2 millions sont des travailleurs pauvres dont 200 000 sont sans logement. Toutefois, entre le RMI et le salaire moyen, il y a un rapport de 1 à 5,5 ; entre le SMIC et la rémunération de Louis Schweizer, ancien PDG de Renault, il y a un rapport de 1 à 987. N'y a-t-il pas là une relation de cause à effet ?

## LES VRAIS PRIVILÉGIÉS AURONT DE BONNES RETRAITES

**T** faut savoir que les patrons des grandes entreprises bénéficient bien souvent de systèmes de retraites supplémentaires.

Finances entièrement par le travail salarié, ces régimes très spéciaux peuvent atteindre 3 millions d'euros. Et combien touchent-ils ou toucheront-ils ! Exemples.

**LINDSAY OWEN-JONES.** PDG de chez l'Oréal (famille Bettencourt), cumule 36 ans d'ancienneté : il touche une retraite de 5,4 millions d'euros par an. PDG à la retraite devenu président du conseil d'administration, il gagne en plus entre 2 et 3,5 millions d'euros en 2007 !

**LOUIS SCHWEIZER.** Ne perçoit pas encore

sa retraite car il est devenu président du conseil d'administration. Il reçoit de la part de la société Renault une rémunération fixe de 900 000 euros destinés à compenser l'absence de versement de sa pension. Rémunération 1,1 million euros en 2006 !

**MARTIN BOUYGUES.** Administrateur du groupe Bouygues depuis 1982. Il commence alors à cotiser pour le régime de retraite additive. Avec sa rémunération actuelle, il aura 2,5 millions d'euros de départ en retraite à 65 ans, et une pension de 740 000 euros par an.

**NOËL FORGEAT.** Son licenciement d'EADS en juillet 2007 lui a permis de toucher une indemnité de 8,6 millions d'euros. Après

ses 8 ans passés dans les instances dirigeantes du groupe EADS il a droit à un régime de retraite complémentaire. Agé de 60 ans, il bénéficie d'une pension qui s'élève à 1,1 million d'euros.

**ARNAUD LAGARDÈRE.** Membre du comité exécutif du groupe Lagardère, il bénéficie aussi du régime de retraite supplémentaire. Rémunération 2006 : 1,9 million d'euros. A 65 ans, il aura dépassé la limite maximale de cotisation fixée à 20 ans. Il touchera 560 000 euros par an revalorisés au fil des années. *Donc pas d'inquiétude à avoir pour eux. Ces richesses ne sont-elles pas le produit de l'exploitation du travail salarié ?* **SM**

**LISEZ Partisan**

## Ça bouge en Russie !



## Développement d'un syndicalisme de lutte

C'est à la suite de la première grève des «Fordistes» en février 2007, que le mouvement de grève a commencé à se développer dans le pays. Des dizaines de cas de grèves ont été répertoriés depuis. Derniers exemples en date : la grève des dockers du port de Tuapse (4-7 novembre), puis de Saint-Pétersbourg (13-17 novembre), et celle de la Poste de St-Pétersbourg (26 octobre). Les deux premières ont été arrêtées par décision de justice. La troisième – grève du zèle en fait – s'est terminée par le licenciement de trois responsables du syndicat des camionneurs de la Poste. Mais l'épidémie se propage malgré la répression.

Dans la même région (à Vsevolozhsk, la localité où se trouve l'usine Ford), les salariés de la fabrique d'emballage de thé «Nevski Porogi» se sont organisés eux aussi en syndicat indépendant. Mais aussi à Perm (Oural), le 4 avril une nouvelle organisation syndicale indépendante a été fondée par les salariés de la gare routière municipale. Presque la totalité des salariés (429 sur 490) ont ensemble quitté le syndicat collabo FNPR.

### Militants VP

D'après des articles de Carine Clément directeur de l'Institut de l'Action Collective membre du Comité de travail du réseau Union des Conseils de Coordination de Russie - SKS - [www.ikd.ru](http://www.ikd.ru)

## GRÈVE EXEMPLAIRE CHEZ FORD

UN DOUBLE COMBAT : CONTRE L'EXPLOITATION ET CONTRE LA COLLABORATION DE CLASSE DES DIRIGEANTS SYNDICAUX RÉFORMISTES...

**L**e 20 novembre 2007 à minuit, la chaîne de montage s'est arrêtée à l'usine de Ford près de Petersbourg. La direction a réagi en interdisant l'entrée de l'usine aux ouvriers du poste du matin. Elle a même fait appel aux CRS russes pour bloquer l'entrée. Pendant quatre semaines, des centaines d'ouvriers tiennent meeting permanent devant l'usine. Dans un état d'enthousiasme, ils dansent et chantent et résistent à toute attaque. Un ouvrier est blessé par une voiture.

La principale revendication des grévistes porte sur le niveau de salaire, dont ils demandent un relèvement de 50%.

Actuellement, le salaire minimum est à 776 euros. Les prix grimpent, pas les salaires ! Les ouvriers déclarent : «Nous produisons au standard européen – nous voulons des salaires européens !»

L'affaire fait beaucoup de bruit, en lien avec les mouvements massifs de grève en France et dans d'autres pays d'Europe – on peut entendre les ouvriers scandaler «la France nous montre la voie à suivre, hourra !». A Petersbourg, 500 voitures sont produites quotidiennement. Pendant la grève, le chiffre a été de 80 unités. Une grève combative trouve de la solidarité.

**LE CAS DES «FORDISTES» EST ASSEZ EXEMPLAIRE POUR LA RUSSIE.** Il y a deux ans, un jeune syndicat est sorti de la confédération traditionnelle FNPR, liée traditionnellement à l'Etat. Les leaders syndicaux organisent un travail de terrain continu pour faire comprendre aux ouvriers que le syndicat, c'est eux tous. Ils développent une stratégie d'union syndicale offensive. Sur l'initiative du comité syndical de Ford est ainsi né cet été le Syndicat interrégional des travailleurs de l'automobile regroupant des syndicats indépendants de plusieurs grandes entreprises, notamment

l'usine Lada à Togliatti (où a eu lieu une grève – féroce réprimée – début août 2007) et de l'usine Renault-Autoframos à Moscou.

### UN VENT DE GRÈVES SOUFFLE SUR LA RUSSIE.

Changement dans les mentalités, dans la conception de ce qu'est un syndicat, dans les pratiques solidaires qui se mettent en place. Changement de génération aussi avec l'arrivée de jeunes ouvriers refusant de brader leur force de travail. Ces changements sont liés également aux évolutions socio-économiques. Une croissance économique stable, une élévation des profits et des salaires du management, une inflation galopante – tous ces facteurs s'accumulent pour faire monter le mécontentement. A cela s'ajoutent les incidences de la mondialisation en Russie. Les travailleurs profitent des élections pour faire connaître leurs luttes.

Le 15 décembre, la grève à Ford est «interrompue». La direction de Ford propose des négociations. Dans la suite, elle n'annonce qu'une augmentation des salaires de 12%. Mais l'inflation est de 11% ! Une partie des grévistes est déçue de l'arrêt de la grève. Mais cette grève est déjà une victoire : elle a apporté sa pierre pour bâtir l'unité des ouvriers à l'usine, au niveau national et international.

Différents syndicats, le Conseil international d'automobile (voir encart), des associations et partis ont organisé la solidarité au niveau international, surtout chez Ford en Allemagne, aux Etats-Unis, au Canada etc. L'unité des ouvriers – dans l'usine, au niveau du groupe, internationale – est la condition principale pour les futures luttes et victoires contre les patrons au niveau mondial.

En janvier 2008, nous apprenons que la direction de Ford menace les dirigeants de la grève de licenciement. La lutte continue contre la répression. *Partisan* continuera à informer.

### Militants VP

## DÉCLARATION DES OUVRIERS RUSSES

(extraits)

Aujourd'hui nous avons reçu des déclarations de la confédération syndicale internationale du métal et du syndicat réuni des travailleurs de l'automobile du Canada et des Etats-Unis. Ils sont prêts à nous aider financièrement, pour que les ouvriers de Russie aient de quoi nourrir leurs enfants. Ceux qui le peuvent renoncent au fond de grève au profit des mères célibataires et aux travailleurs ayant beaucoup d'enfants.

Nous avons un peu d'argent dans notre caisse de grève. Le monde entier nous aide, afin que nous puissions nourrir nos enfants. Mais certains de nos collègues nous ont trahis. Ils nous ont trahis pour leur avantage personnel. On essaye de briser la grève avec la police. On nous qualifie d'extrémistes et de casseurs du super trust Ford. Un beau trust, qui prétend être le plus civilisé et le meilleur de Russie, mais qui utilise contre ses ouvriers toute la force et le pouvoir de l'Etat. Changeons ensemble notre vie vers une vie meilleure...

Un salut et le plus grand merci à tous ceux qui nous aident, qui sont avec nous et qui souhaitent notre victoire dans une juste lutte pour le bonheur et la liberté.

**APPEL**  
DU CONSEIL INTERNATIONAL DES TRAVAILLEURS DE L'AUTOMOBILE (CITA)  
- COMITÉ DE LA RÉGION PARISIENNE -  
AUX OUVRIERS DE CITROËN (PSA)

## 5 BONNES RAISONS POUR ETRE SOLIDAIRES AVEC LES OUVRIERS DE FORD

- Au printemps dernier, les PSA ont fait grève pendant 6 semaines. Les conditions de vies des ouvriers est la même partout : nous sommes exploités partout ! Nous faisons tous partie de la classe ouvrière qui lutte contre les grands groupes internationaux.

- Au printemps 2007, les grévistes de chez PSA ont réclamé et obtenu une large solidarité pour tenir bon. Les ouvriers unis font reculer les patrons. A PSA soyons solidaires avec les luttes des Ford – solidarité internationale !

- En France, les patrons nous parlent des moindres coûts dans les autres pays pour nous exploiter encore plus pour des salaires de misère. Chaque lutte comme en Russie est une lutte contre cette division entre les ouvriers des différents pays. Même travail – même salaire !

- Les ouvriers en Russie ont à faire avec les capitalistes de Ford et aussi avec le très réactionnaire Etat russe. Police, justice et militaire sont venus à l'aide des capitalistes de Ford. Poutine est «ami» de Sarkozy. Notre solidarité – contre les exploiteurs et les oppresseurs dans tous les pays.

- La classe ouvrière unie contre les patrons, est une force invincible. Réfléchissons ensemble à une société alternative au capitalisme qui nous offre une perspective pour nous et pour nos enfants.

## LE CITA QU'EST-CE QUE C'EST ?

Le Conseil international des travailleurs de l'automobile (CITA) est un forum international de débats, d'échange d'expériences et pour organiser l'unité internationale des ouvriers contre les grands groupes. Quels combats sont menés ? Quelles leçons sont tirées ? Ce n'est pas par le journal télévisé que nous l'apprendrons mais par des liens établis par nous-mêmes ! Le CITA a lieu tous les deux ans. En 2007, une délégation des PSA et des Magnetto y ont participé pour parler de leurs grèves. A l'occasion de la grève des Ford en Russie, la délégation a demandé aux syndicats de PSA-Aulnay d'organiser la solidarité. Une pétition a circulé et 50 euros ont déjà été envoyés en Russie.



## ENFERMEMENT

Projet de directive européenne sur l'enfermement et le renvoi des étrangers en situation irrégulière : si elle était adoptée, cette directive porterait atteinte à l'égalité des droits et à la libre circulation des individus ; tirant vers le bas les normes en vigueur dans les différents Etats membres il légaliserait l'enfermement des personnes comme mode de gestion des migrants. Pour en savoir plus consulter : [www.directivedelahonte.org](http://www.directivedelahonte.org)

## LA JUSTICE EUROPÉENNE C'EST BOLKESTEIN !

### Affaire Viking

La Cour reconnaît le droit à une entreprise de déménager son siège social dans un autre pays afin de remplacer du personnel bien payé (finlandais) par un autre (estonien), sans les mêmes droits sociaux bien sûr.

### Affaire Laval

La Cour permet à une entreprise de Lettonie d'envoyer ses ouvriers sur un chantier à Stockholm payés bien sûr comme en Lettonie en piétinant la convention collective suédoise qui interdit ce genre de chose.

## AMIANTE PEINES MAXIMALES REQUISSES CONTRE ALSTOM

On saura le 6 mars prochain si la Cour d'appel de Douai aura suivi les réquisitions de l'avocat général qui a requis contre la société Alstom Power Boiler la peine maximale pour «mise en danger délibérée de la vie d'autrui». Procès en deuxième instance qui l'oppose aux métallurgistes du site de Lys-lez-Lannoy près de Roubaix, exposés à l'amiante avant et surtout après – c'est la période retenue par le tribunal – que celui-ci fut interdit par la loi.

En première instance le tribunal correctionnel de Douai (Nord) avait condamné sévèrement cette filiale du groupe Alstom. Elle devait donc payer autre une amende 75 000 euros, 1 500 000 euros au titre de dommages et intérêts aux 150 salariés qui s'étaient portés partie civile.

«L'enjeu financier n'est pas celui qui inquiète le plus Alstom» analyse Ghislaine Plé de l'Association de défense et d'aide

« Nous ne sommes pas des clandestins, nous sommes des travailleurs sans papiers en lutte, nous revendiquons le droit de vivre et travailler légalement dans la dignité, nous ne nous cacherons pas ! »

## FERMETURE DE TOUS LES CENTRES DE RÉTENTION



Manifestation devant le centre de rétention de Vincennes (94), le 3 janvier dernier

D epuis la mi décembre les 120 détenus du centre de rétention du Mesnil-Amelot, prison administrative, située pratiquement sur les pistes de l'aéroport de Roissy, se révoltent et s'organisent : cahiers de doléances, revendications écrites sur les vêtements, refus d'entrer dans les chambres, grève de la faim... la répression n'a pas tardé. 150 CRS sont entrés dans le centre de rétention pour les réprimer. On compte trois blessés parmi les grévistes.

La police a refusé d'appeler le Samu. Certaines personnes ont été isolées.

Mais les grévistes ont exprimé leur détermination à ne pas céder. Suite au transfert d'un sans-papier de Roissy vers le centre de rétention de Vincennes, les informations sur la révolte au Mesnil Amelot ont circulé et une grève de la faim y a com-

mencé le 28 décembre. Sur approximativement 260 personnes retenues réparties dans les deux centres de Vincennes, la moitié serait en grève de la faim aujourd'hui. Les détenus protestent contre les conditions dégradantes de leur détention : un simple filet d'eau chaude dans les douches, du chauffage parcellaire, la mise en isolement sans motif, humiliations et violences policières gratuites, destination d'expulsion parfois arbitraire. Ils dénoncent aussi les pratiques du personnel médical : des jours pour obtenir un simple Doliprane, des maladies contagieuses qui se transmettent à profusion. «Les docteurs préfèrent soigner leurs relations avec la préfecture plutôt que de déclarer que les situations médicales de certains détenus sont incompatibles avec la rétention», déclare un sans-papier. Mais ils protestent surtout contre la politique de l'Etat français qui refuse de régulariser ces travailleurs et leurs familles afin de les maintenir dans une extrême précarité à tous les niveaux.

En cette fin d'année, les préfets ont reçu le message d'accélérer les rafles pour atteindre le chiffre de 25000 expulsions fixé par le ministère de Horteufeu. Le harcèlement quotidien des sans-papiers s'est encore accentué. Les arrestations ont lieu partout : lors de démarches administratives, dans les préfectures, les commissariats, devant des consulats, les écoles, au travail, dans la rue, le métro, aux domiciles, dans les magasins comme cela s'est produit le 26 décembre à Paris.

Cette révolte éclate au moment où à Rennes, à Bordeaux, à Paris et un peu partout en France et en Europe, ces derniers mois ont vu de fortes mobilisations contre les centres de rétention.

Alexandra

## LA JUSTICE FRANÇAISE DEMANDE L'EXTRADITION DE MARINA PETRELLA



recevoir aux Italiens. C'était avant l'extradition de Paolo Persichetti, en août 2002, vécue « comme un premier coup de massue » par les réfugiés, et surtout l'avis favorable donné en juin 2004 à l'extradition de l'écrivain Cesare Battisti, qui avait pris la fuite avant d'être arrêté au Brésil le 18 mars 2007. Tous avaient bénéficié de l'engagement de l'ancien président de la République, François Mitterrand, pris en 1985 : offrir aux réfugiés italiens des années de plomb une terre d'accueil contre leur renoncement à la « machine infernale » de la lutte armée.

Le 6 décembre, Marina a entamé une grève de la faim depuis la prison de Fresnes où elle est enfermée. Son compagnon, Hamed, ainsi que des membres du comité de soutien, notamment par roulement, Hamed doit s'occuper de leurs deux enfants qui sont très perturbés et malades depuis l'arrestation de leur maman. Quant à Romano Prodi, président du Conseil italien, et son gouvernement de « gauche », ils se félicitent de la décision de l'Etat français. Le sort de Marina est entre les mains de Nicolas Sarkozy, qui peut arrêter l'avis d'extradition autorisé par la Cour de Versailles.

Alexandra

## NÉPAL QUELQUES REPÈRES



**1996.** Après de longues années de travail de propagande et d'organisation, le PCNm a déclenché la lutte armée dans les campagnes, le 15 février. Dix ans après, il contrôlera 80% du territoire du pays.

**2006.** Manifestations monstres, en avril, pendant dix-neuf jours, à Katmandou, la capitale. Le roi remet en place un Parlement. Une nouvelle période commence : la lutte politique s'est déplacée vers les villes.

**2007, AVRIL.** Un cessez-le-feu est signé entre l'APL et l'armée royale. Le PCNm entre au gouvernement provisoire. La mission essentielle de ce gouvernement est en principe d'organiser des élections pour une Assemblée Constituante.

**2007, SEPTEMBRE.** Le PCNm quitte le gouvernement le 18 septembre, mais il est toujours représenté au Parlement, avec 83 députés (contre 84 pour l'OML, réformiste, et le double pour le Nepalese Congress, parti bourgeois).

**2008, JANVIER.** Le PCNm entre à nouveau dans le gouvernement provisoire, avec quatre ministres contre trois précédemment. Les élections de l'Assemblée Constituante sont fixées au début avril 2008. La République démocratique fédérative et la fin de la monarchie doivent être proclamées lors de la première réunion de l'Assemblée Constituante, à la mi-avril.

Voir également nos n°204 (été 2006) et 215 (mai 2007)



Népal

Interview

**Nous avons rencontré à plusieurs reprises, ces dernières semaines, des camarades du Parti Communiste du Népal-maoïste (PCNm). Ces rencontres ont été très fructueuses. Nous avions des questions à leur poser, sur la situation actuelle au Népal et sur leur tactique dans cette situation. Et eux-mêmes n'avaient pas programmé une série de rencontres internationales par hasard. Etant dans la phase de «l'offensive stratégique», c'est-à-dire aux portes du pouvoir, ils savent qu'ils devront affronter la réaction décuplée de l'imperialisme.**



## Une révolution est en marche

### ACCORDS DE PAIX ET DÉSARMEMENT ?

Voici la première des questions que nous posions dans *Partisan* de mai 2007 : Les accords de paix de novembre 2006 sont intervenus sous égide de l'ONU. En plaçant ses forces militaires sous

contrôle impérialiste, le PCNm ne prend-il pas le risque de désarmer le peuple népalais ?

Les camarades répondent à cela que leurs forces militaires restent sous leur contrôle. Armes et munitions sont dans des containers sous clés, mais ce sont eux qui ont les clés. Et, ajoutent-ils, les soldats sont sous notre commandement. D'autre part,

«quand l'APL - l'armée populaire de libération - s'est retirée dans ses camps, beaucoup de ses membres ont été intégrés dans différents fronts, dont la Ligue de la Jeunesse.»

Ils rappellent également la contrepartie de cet accord de paix, non négligeable pour leur liberté d'action : l'armée royale est elle aussi neutralisée, cantonnée dans ses casernes. D'ailleurs, une des raisons pour lesquelles le PCNm a quitté le gouvernement au printemps 2007, c'est que des militants communistes continuaient à être exécutés localement. «Il y a une feuille de route visant à unir les deux armées, mais le parti attend que de bonnes conditions soient réunies pour que cette unification puisse se faire.»

ABANDON DE LA LUTTE ARMÉE ? Les camarades rappellent qu'ils avaient déjà, «par deux fois, en 2001 et en 2003, tenté la paix, en proposant un gouvernement provisoire et un parlement provisoire». Et il y a plus de quinze ans, après le premier grand mouvement populaire contre la monarchie en 1990 et la mise en place d'une

monarchie constitutionnelle, c'est-à-dire la création d'un Parlement par le roi, le PCNm avait participé aux élections. «Le MRI (mouvement révolutionnaire international) nous a alors traité de révisionnistes et nous a exclus». Mais «nous avons participé à ces élections et nous sommes entrés au Parlement dans le but de montrer clairement que ce Parlement n'était pas un outil pour résoudre les problèmes du peuple. Nous avons mis en avant 40 revendications, dont celle d'Assemblée Constituante. Nous avons utilisé le Parlement pour préparer la guerre populaire.»

Y A-T-IL UN MODÈLE DE LUTTE ? Les camarades sont-ils des adeptes de la théorie qui préconise l'analyse concrète de la situation concrète. «Chaque révolution doit trouver son propre modèle. On connaît le modèle russe ou le modèle chinois. Pas encore le modèle népalais. C'est ce que certains ont du mal à comprendre. Mao a compris qu'il ne devait pas suivre le modèle russe, mais le modèle chinois. Nous comprenons qu'il y ait des critiques du modèle népalais.» On doit réellement apprendre les uns des autres. Quand on fait des erreurs, il faut le dire, pour les corriger.

Les camarades népalais s'inspirent à la fois du modèle chinois de la guerre populaire prolongée et du modèle russe de l'insurrection. «L'insurrection sera la fusion du mouvement de masse et de la lutte armée. Tout cela a évidemment à voir avec le déplacement du centre de gravité de la lutte de la campagne vers les villes. Mais aussi avec la volonté du PCNm de gagner et de neutraliser les classes intermédiaires. Les camarades ont à ce sujet un schéma

d'analyse «triangulaire» qu'ils illustrent à l'aide de plusieurs épisodes de leur lutte politique. L'ennemi tente de monter contre eux les classes et les partis intermédiaires, par exemple l'OML - «organisation marxiste-léniniste» en réalité réformiste - ou le Nepalese Congress, parti bourgeois dominant au Parlement, mais eux réussissent à gagner ceux-ci à leurs mots-d'ordre démocratiques et à isoler la monarchie.

FAIRE FACE À L'IMPÉRIALISME ? «La révolution au Népal est dans une situation internationalement difficile. Il n'y a pas de pays ou de bloc socialiste pour soutenir la révolution. Quand la Chine a développé la révolution avec Mao, elle avait le soutien de l'URSS. Lénine a eu le même problème, mais il y avait un mouvement socialiste fort en Europe. Pourquoi ne pas prendre le pouvoir immédiatement : c'est une question fondamentale. S'il y avait un seul pays comme la Chine qui soit socialiste, la victoire serait déjà totale. Mais nous sommes confrontés à l'expansionnisme indien et à l'impérialisme américain. On ne doit pas avoir une stratégie uniquement nationale, mais mondiale.»

«Les impérialistes cherchent à nous tendre des embuscades. Ils développent différents modèles de contre-révolution. Par exemple, ils appliquent le modèle contre-révolutionnaire du Nicaragua. Une subversion intérieure, et non, comme au Chili ou en Indonésie, un coup d'Etat. Ils ont différents plans selon les résultats des élections à l'Assemblée Constituante. Nous aussi ! Au 7e congrès, en août, où il y avait 270 personnes, nous avons traité de la question : comment faire face au défi international ?». «La révolution népalaise ne dépend pas uniquement du peuple népalais, mais c'est l'affaire de tous les travailleurs du monde.»

## SOLIDARITÉ AVEC LE NOUVEAU NÉPAL

Le 15 décembre 2007, à l'occasion des rencontres avec les camarades népalais, un Comité de Solidarité franco-népalais a été créé, avec la participation de plusieurs organisations et associations présentes en France, et des travailleurs de différentes nationalités, en particulier des travailleurs népalais.

Premières initiatives du comité :

- Crédit à «Nouveau Népal», bulletin d'information ;
- Crédit à «Nouveau Népal» : <http://nouveaunepal.over-blog.com>
- L'organisation d'une première réunion d'information sera prévue le samedi 23 février 2008 à Paris. Pour plus d'info il faudra consulter le blog, ou nous écrire.

## APPEL PALESTINE

1948-2008  
60 ANS DE RÉSISTANCE CONTRE ISRAËL  
JUSQU'AU RETOUR DE TOUS LES RÉFUGIÉS

Le 29 novembre 1948, l'ONU partage la terre de Palestine sans consulter ses habitants pour la livrer aux colons sionistes installés massivement avec le soutien actif de l'occupation britannique à partir de 1917.

Le 14 mai 1948, ces mêmes colons déclarent la création de l'Etat colonial - Israël. Entre le plan de partage (novembre 1947) et le 14 mai 1948, plus de 900.000 Palestiniens (chiffre UNWRA) qui vivaient sur et de leur terre depuis des millénaires sont déplacés, expulsés et dispersés à travers le monde. Une société entière est ainsi déracinée. 531 villages et 500 hameaux sont détruits pour empêcher tout retour.

L'Etat sioniste a poursuivi son projet colonial en occupant le 5 juin 1967 les autres parties de la Palestine (Cisjordanie, Gaza) ainsi que le Golan syrien et le Sinaï égyptien. Depuis, Israël continue son plan de colonisation de la Palestine historique par l'expulsion des Palestiniens, à travers la construction du mur et de nouvelles colonies sur les terres occupées en 1948 et en 1967. Face à cette occupation et à cette colonisation, le peuple palestinien a développé une résistance opiniâtre depuis les années 1920, 1950 jusque dans les années 1960, 1970, 1990 et 2000. Aujourd'hui, les 10 millions de Palestiniens (Palestine historique, Liban, Jordanie, Syrie, et ailleurs dans le monde), dont 6,5 millions de réfugiés, continuent de résister, de revendiquer leurs droits nationaux et historiques sur leur terre, la Palestine, en se dotant d'organisations et de moyens de lutte multiples.

Hier comme aujourd'hui les impérialistes américains, britanniques, français et les régimes réactionnaires de la région dont l'Arabie Saoudite, l'Egypte, la Jordanie et la Turquie, s'emploient à la destruction de la cause palestinienne et de sa résistance en attisant des conflits internes avec l'aide de collaborateurs palestiniens. Si aujourd'hui la résistance palestinienne est affaiblie, elle se renforce comme elle l'a fait après septembre noir (1970), après l'invasion du Liban (1982) et les deux Intifadas (1987 et 2000) puisque les raisons de son combat demeurent.

Pour notre part, nous continuons à soutenir la résistance palestinienne, comme nous soutenons la résistance libanaise, contre tous les pseudos «plans de paix» à l'œuvre depuis les années 60 en passant par Oslo et Annapolis.

- Nous refusons la criminalisation de la résistance légitime au projet colonial sioniste.
- Nous exigeons en conséquence la libération immédiate des 11.000 prisonniers palestiniens et arabes.
- Nous refusons la criminalisation du mouvement de solidarité et de ses militants.
- Nous dénonçons l'acharnement judiciaire exercé contre George Ibrahim Abdallah, combattant libanais antisioniste incarcéré en France depuis 1984, libérable depuis 1999 mais toujours en prison, dont nous exigeons la libération immédiate.
- Nous dénonçons la multiplication des collaborations économiques, scientifiques, militaires, culturelles entre les impérialistes américains, français, britanniques et l'Etat d'Israël.
- Nous dénonçons le mouvement de «normalisation» des relations avec un Etat terroriste, édifié sur le principe de la pureté ethnique (Etat à caractère juif exclusif) ; normalisation justifiée au nom de la soi-disant «sécurité» de la région et du progrès de la démocratie.

Hier comme aujourd'hui, nous soutenons la cause palestinienne symbole de la lutte des peuples pour leur souveraineté et leur autodétermination contre l'impérialisme et ses alliés. Cette cause participe à la lutte contre toutes les occupations en Irak, en Afghanistan et ailleurs ainsi qu'à l'émancipation des peuples opprimés en Amérique, en Afrique, en Asie, et pour l'égalité des droits fondamentaux sans discrimination entre Français et émigrés.

Nous avons donc décidé de lancer une campagne de soutien à la résistance du peuple palestinien jusqu'au retour de tous les réfugiés expulsés depuis 1948 dans leurs foyers et leurs terres d'origine (la Palestine historique). Nous avons décidé de lutter contre la propagande israélienne relayée par les médias et le monde politique qui entretiennent l'image faillache d'Israël : petit Etat pacifique «victim du terrorisme palestinien, islamiste et arabe».

Cette campagne se déroulera tout au long de l'année 2008 et comportera divers événements politiques et culturels (meetings, expositions, rencontres, etc.). Nous nous joignons également à la campagne internationale pour le boycott, le désinvestissement et l'application de sanctions au niveau mondial contre Israël.

L'année 2008 doit par conséquent constituer un moment de mobilisation massive pour :

Soutenir la résistance du peuple palestinien jusqu'à la libération de l'ensemble de la Palestine, le droit au retour dans leurs foyers d'origine de tous les expulsés depuis 1948 et l'abolition du système colonial et raciste qu'est Israël. S'opposer à la collaboration du gouvernement français avec l'Etat colonial d'Israël à tous les niveaux.

9 décembre 2007

Signataires de l'appel de la Campagne Palestine, 1948-2008, 60 ans de résistance: Association des Palestiniens en France, Comité palestinien pour le droit au retour section France, Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Nanterre Palestine, ISM France, Mouvement justice pour la Palestine, Union Juive Française pour la Paix

**Finalement le gouvernement a fait jouer la clause de sauvegarde interdisant les semis d'OGM pour la prochaine campagne. Pourquoi cette décision, qui n'est que provisoire, a-t-elle été si difficile ?**

# Les OGM font bien du souci

**L**'ENJEU ÉCONOMIQUE. Deux logiques agricoles s'affrontent sur le dossier OGM. 1) Les défenseurs des OGM font un raisonnement économique à court terme. Les maïs OGM Monsanto 810 sont intéressants à cultiver car ils permettent moins de traitements chimiques (insecticide contre la pyrale) : économie de fourniture et de passage dans les champs pour traiter, gain de rendement aussi, qui compensent largement le surcoût de la semence. Economie de pollution en plus, puisque cela fait un traitement insecticide en moins (pour lutter contre un insecte qui attaque la base du plant de maïs et peut éradiquer 50% des plants). Ceux qui défendent ce système sont les semenciers, ceux qui mettent au point et vendent les plantes OGM : Monsanto bien sûr, mais aussi les intermédiaires puisque les semences doivent être rachetées chaque année. Et puis les gros céréaliers qui sont dans une agriculture très commerciale où ils gèrent au mieux dépenses et bénéfices.

2) Pour les opposants aux OGM, les risques et dangers dépassent de loin les avantages précédents : interdiction de se resserrer des semences issues de plantations OGM (d'où dépendance encore plus grande vis-à-vis des semenciers OGM, américains dans l'ensemble, et les accusations «d'appropriation du vivant») ; risque de prolifération de chimères OGM (du maïs inconnu dans la nature) qu'on ne pourra plus remettre dans sa boîte si problème il y a ; insuffisance des études d'impact à moyen et long terme sur les animaux, les humains et la nature ; enfin risque que les insectes combattus évoluent génétiquement et ne restera plus que les dégâts, les avantages des OGM ayant vite disparu. C'est donc l'idée d'une agriculture promettant de concilier production et sécurité humaine et écologique qui est défendue.

Depuis 1945 et le choix de la politique agricole européenne commune, ce sont toujours le développement de l'agriculture la plus capitaliste qui a été soutenue : gros céréaliers et betteraviers, gros éleveurs, au dépens d'une petite production moins juteuse pour les monopoles et qui a pratiquement été éliminée. Il faut donc aller chercher plus profond le choix (temporaire) de poursuivre le moratoire (arrêt provisoire) sur les semis de maïs OGM Monsanto 810 (le seul OGM qui était autorisé).

#### PAS DE REMISE EN CAUSE DU MODÈLE

En tous cas, ce qui apparaît sur le terrain économique, c'est que la différence entre laisser libre-cours aux OGM ou les retenir encore n'est pas cruciale du point de vue de la concurrence et du capitalisme à base française. Les coûts de production ne sont pas radicalement différents (pour celui final de la viande et des produits laitiers), la concurrence limitée avec l'Europe qui brise l'expansion des OGM car les consommateurs y sont très réticents (étant relativement conscients des dangers que fait courir l'agriculture productiviste à la santé des populations). Plusieurs gros trusts ont déjà renoncé à les introduire pour ces raisons. Donc, c'est un tout petit pas vers une agriculture moins polluante, mais surtout pas une décision qui remet en cause le modèle global de développement agricole...

Des tas d'autres mesures pourraient être envisagées pour la remettre en cause et ce n'est pas le cas : interdire l'importation de tout OGM (le soja par exemple qui entre dans l'alimentation animale aussi). Et la culture du maïs lui-même qui est une ineptie d'un point de vue écologique, mais tellement bien intégré dans les pratiques culturelles capitalistes. Défendre un revenu paysan plutôt que des sub-

ventions aux plus productivistes. Défendre une agriculture moins gourmande en ressources et en produits industriels...

Au final, d'un point de vue économique, les bénéfices de Monsanto ne sont pas d'un intérêt économique assez puissant pour l'intérêt politique qu'il y a à les interdire encore quelques temps. Car le capitalisme français a pris du retard dans les bio-technologies. D'où la décision de rallonger les budgets de recherche pour tenter de rattraper ce retard (et non pas de changer la politique agricole)...

#### L'ENJEU IDÉOLOGIQUE

Si la décision de Sarkozy pose des problèmes à certains députés UMP, c'est déjà par clientélisme. Le lobby agro-alimentaire et paysan est assez puissant pour avoir ses défenseurs à tous les niveaux de l'appareil d'Etat. Mais ça coince aussi aux entournures d'un point de vue idéologique : si la «libre entreprise» (libre à coup de subventions, mais ça ne gêne pas) n'est plus libre d'entreprendre comme elle veut, où va-t-on ? Si en plus, on doit prendre des précautions pour le futur, jusqu'où va-t-on aller ?

On peut pourtant dire qu'on voit là la manifestation d'un des rôles centraux de l'Etat pour la bourgeoisie : assurer de bonnes conditions d'ensemble à la reproduction du Capital, faire valoir ses intérêts d'ensemble, même contre certains capitalistes particuliers. Au delà des querelles sur la commission mise en place pour décider



Manifestations, en janvier, de militants anti-OGM.

«librement», c'est de cela qu'il s'agit. Il ne s'agit aucunement de mettre en cause le modèle libéral de développement. Donc, finalement, ce n'est pas un problème d'idéologie, que ce soit bien clair !

Quant aux problèmes de clientèle, nul doute que des solutions seront apportées pour maintenir leurs profits, aucun souci à se faire.

#### L'ENJEU POLITIQUE

Maintenant que les choses sont précisées dans les domaines économiques (pas de gros enjeu) et idéologiques (pas de vrai problème), il apparaît que le choix du gouvernement est clairement politique : le choix n'était pas évident tant les éléments concernés sont parmi la garde rapprochée de la clientèle de droite. Et puis la loi sur les OGM dans quelques mois ou années pourra corriger le tir, on peut trouver tous les «éléments nouveaux» qu'on veut dans ces cas-là, puisque c'est une affaire d'opportunité politique.

La clause de sauvegarde, elle ne coûte pas grand chose économiquement et ça rapporte gros politiquement : crédibiliser le Grenelle de l'environnement, neutraliser le lobby environnementaliste qui en avait fait une affaire de principe et ainsi aider à faire passer la poursuite du nucléaire. Là, les intérêts de l'impérialisme français sont considérables, le gouvernement n'a rien lâché (ni rien mis au débat d'ailleurs, comme toutes les vraies décisions, militaires ou économiques). Sarkozy se donne ainsi une stature d'arbitre au-dessus des intérêts particuliers et de gouvernement sensible à l'écologie alors que ce n'est vraiment pas de cela qu'il s'agit. Simplement, il a fait un bon arbitrage pour une défense éclairée de l'impérialisme. Conclusion dérivée : nos intérêts, c'est toujours à nous de nous en occuper...



SUSPENSION DE LA CULTURE DU MAIS TRANSGÉNIQUE MONSANTO



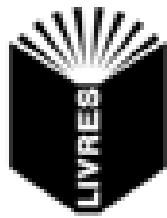
## PUTAIN D'USINE

De Jean-Pierre Levaray et Efix, Ed. Petit à Petit, 12,50 euros

Une BD agréable à lire et à regarder, c'est déjà ça ! Et avec un contenu sympathique, que demander de plus ? Elle évoque bien, comme le livre du même nom, dont elle est l'adaptation, l'ambiance de la vie d'usine : cette espèce de prison, où l'on a de bons potes, et qui devient un champ de bataille les jours d'accident.

Mais il y a un mais. Le A majuscule entouré d'un cercle est présent dans plusieurs titres de chapitres, et il signifie quelque chose : anarchie. Ce contenu politique libertaire est bien présent. En forçant un peu le trait, disons que l'ouvrier dans cette BD, c'est celui qui a fait comme tout le monde : il a signé un contrat pour avoir une paie à la fin du mois. Il n'a pas le courage de balancer son compte pour vivre la vraie vie, «le retour à la terre» (page 114). Eleveur de chèvres dans le Larzac, par exemple ? On voit donc la connivence entre anarchisme et idéologie petite-bourgeoise. La grève n'est qu'un bref intermède, et pas l'image d'un autre pouvoir.

Il est vrai que «se mettre à son compte» est le rêve de certains ouvriers. Mais à quoi sert d'écrire – et dessiner – si c'est pour nous indiquer des impasses ? A part ça, une belle BD, bien agréable !



## NOUS NE SOMMES PAS UNE FICTION

Editions la Mesure du possible, 268 pages, 10 euros

Anciennes de Moulinex, demandeurs d'emploi, ex-salariés d'une cellule de reclassement, immigrés. Leur point commun : la précarité. Ils en ont tiré un livre de «proche-réalité» dans lequel chacun raconte son quotidien. Neuf histoires de vie, «pour sortir du mépris et de l'automépris. Retrouver une dignité fondamentale», dira l'écrivain normand Philippe Ripoll.

Celui-ci a animé des ateliers d'écriture avec ces précaires. De ces rencontres est né le livre. En quatrième de couverture, cette phrase : «Vu de très loin, ça pourrait presque être une «télé-réalité», mais en vérité, c'est une proche, très-proche-réalité». Celle de la vie de millions de personnes, en attente d'un emploi ou de papiers. De ceux qui vivent sous le fameux seuil de pauvreté.



Lecture publique  
par les auteurs de «Nous ne sommes pas une fiction»

## LES AUTOCOLLANTS

*Partisan*

## LE RENDEZ-VOUS DES CIVILISATIONS

Editions du Seuil, 159 pages, 12,50 euros

Comme excellente antidote à l'islamophobie, il faut recommander le livre de Youssef Courbage et Emmanuel Todd. Cet ouvrage est une réponse très argumentée et très convaincante au livre de l'américain Samuel Huntington, Le choc des civilisations, qui prédit un clash entre islam et «occident».

Ce livre nous montre, statistiques nombreuses et pertinentes à l'appui, le formidable mouvement vers la modernité de tous les peuples. A la base de cette thèse, l'alphabétisation des hommes, puis des femmes qui entraîne le contrôle des naissances pour converger vers un taux de fécondité situé entre 1,5 à 2,5 enfants par femme. Les communautés musulmanes, fort diverses, ne montrent aucune spécificité comparées aux autres communautés. Ce mouvement d'alphabétisation et de contrôle des naissances entraîne une remise en question de l'ordre ancien et est propice aux révolutions ou tout au moins à des soubresauts politiques et sociaux.

On n'oubliera pas aussi que la langue française doit deux fois plus, en termes de vocabulaire, aux arabes qu'aux gaulois !

Le cocorico s'étouffe à la lecture du Dictionnaire des mots français d'origine arabe (et turque et persane), de Salah Guemliche, romancier et journaliste. (877 pages, également aux éditions du Seuil, 35 euros).

Histoire



## LÉON BLUM RACISTE ET COLONIALISTE ?

**R**ACISTE ? «Nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture et de les appeler aux progrès réalisés grâce aux efforts de la science et de l'industrie» (1)

Il ne manque pas pourtant d'énergumènes censeurs démocrates pour défendre Blum en recourant à une rhétorique hallucinante et à des contorsions absconses. Ainsi Pierre-André Taguieff considère que les positions de Blum peuvent être seulement taxées de «racialisme évolutionniste» ou un «mixte de paternalisme humaniste et théorie évolutionniste du progrès». Un peu de courage Monsieur Taguieff pour assumer franchement la mission «civilatrice» du colonialisme !

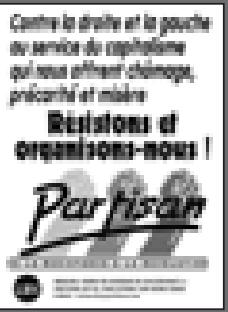
**COLONIALISTE** ? «Nous n'admettons pas qu'il existe un droit de conquête, un droit de premier occupant au profit des nations européennes sur les peuples qui n'ont pas la chance d'être de race blanche ou de religion chrétienne. Nous n'admettons pas la colonisation par la force... Nous aurons accompli ce que vous appelez notre mission civilisatrice le jour où nous aurons pu rendre les peuples dont nous occupons les territoires à la liberté et à la souveraineté. En revanche, en présence de situation de fait dont nous ne sommes pas comptables, auxquelles nous nous sommes toujours opposés, que nous avons toujours obstinément combattues, que nous combattrons encore en toute occasion, nous ne nous contenterons pas de cette solution à la fois trop simple et trop périlleuse qui consiste soit à prêcher l'insurrection et à faire appel à la guerre de races, soit à exiger l'évacuation immédiate avec tous les périls qu'elle comporterait et pour les colons et pour les indigènes eux-mêmes» (2)

Eh bien donc Monsieur Blum, serait-ce simpliste et périlleux de résister à toute forme de domination, y compris au nazisme ? Pourtant jusqu'à sa mort en 1950, il a célébré la victoire sur le nazisme ! Ou bien y aurait-il une hiérarchie entre les nations dites métèques et les nations dites aryennes ? On marche sur la tête et la logique est complètement renversée. Toute révolte est dénigrée car le maintien de l'arbitraire colonial serait dans l'intérêt des colonisés eux-mêmes ! Sinon, on ferait le jeu des Allemands, pardon du nazisme ! Ce chantage ne nous rappellerait-il pas une campagne électorale très récente ? Super dialecticien ce Blum ! Il ne manque pas de thuriféraires pour y déclerer des accents internationnalistes ! Quelle imposture car le B-A-BA de tout internationalisme conséquent est la reconnaissance inconditionnelle du droit de chaque nation à disposer d'elle-même. Ce droit est unurre, une supercherie s'il n'intègre pas le droit à la séparation. Comme le dirait l'autre, le droit effectif de divorce est la condition sine qua non d'une union librement consentie. *Nikos*,

(1) Discours devant l'Assemblée Nationale française, le 9 juillet 1925 ; (2) Déclaration à la Chambre, 10 juin 1927, J.O., p. 1841

## Endormi parce qu'il a oublié Partisan à la maison...

ABONNEZ-VOUS À *Partisan*



COMMANDÉZ-LES À NOTRE BOITE POSTALE !

**Le 19 juin 2007, tous les leaders syndicaux se mettent à table pour négocier la «modernisation du marché du travail pour relancer l'emploi». On se souviendra que, dans les années 80, la gauche au gouvernement a «modernisé» l'économie : fermetures d'usine par milliers accompagnées de centaines de milliers de licenciements... Cela devait relancer la croissance et l'emploi... Nous énonçons dans notre dernier n° de Partisan que «l'essentiel des propositions patronales seraient de flexibiliser les CDI et en faciliter la rupture, créer un nouveau contrat de travail précaire dit de mission et, durant les périodes de chômage, limiter l'assurance complémentaire aux plus «employables». Janvier 2008, ils signent.**

## ILS ONT SIGNÉ POUR LA FLEXI-PRECARITÉ !

**L**ES SYNDICATS. «Ce texte est équilibré, c'est un bon compromis» déclare Mailly pour FO. «C'est un accord équilibré et modeste... c'est une étape», selon Chérèque (CFDT). «C'est un accord acceptable», a estimé le secrétaire général de la CFTC.

La CGT ne signe pas : Maryse Dumas a déclaré que l'accord était «déséquilibré» et comportait «plus de dangers que de points positifs». «Toutes les dispositions allant dans le sens d'une plus grande flexibilité vont s'appliquer immédiatement».

Toutefois, Raymond Soubry, conseiller de Sarkozy, ajoutait que la «CGT a dit qu'elle ne signerait pas mais je crois qu'elle avait une attitude assez positive pendant les négociations».

**LE PATRONAT.** «Le Medef salue le projet d'accord «modernisation du marché du travail». Si ce projet est validé et transposé en droit, il clôt l'époque et il ouvre une ère nouvelle pour les relations sociales et pour l'économie en France : il invente la flexisécurité (1) française» (communiqué du 11 janvier).

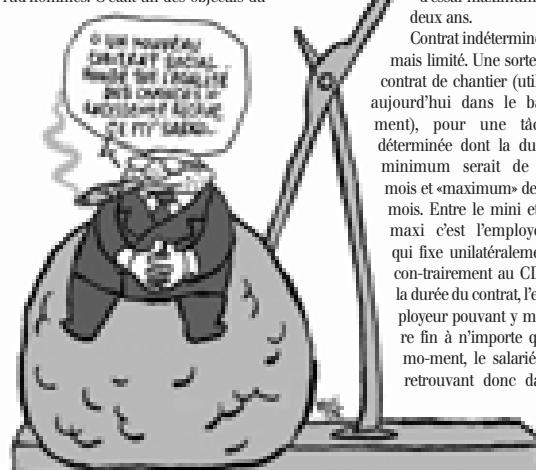
Le UMP et le gouvernement sont ravis : «C'est gagnant pour tout le monde,... gagnant pour les entreprises... l'accord évitera des conflits de droit du travail».

**ALORS TOUS GAGNANTS, OU PRESQUE ?**

### FLEXIBILITÉ

**RUPTURE À L'AMIABLE.** Celle-ci ne pourra, selon le texte, «être imposée de façon unilatérale par l'une ou l'autre partie». On sait combien entre patrons et employés l'égalité est de mise ! Une fois le contrat

rompu «à l'amiable», plus possible pour les salariés de saisir les juges des Prud'hommes. C'était un des objectifs du



Medef : priver les salariés de tout recours aux Prud'hommes sur la nature et les conditions de ce qui sera forcément un licenciement déguisé. Selon Laurence Parisot, présidente du Medef, «la séparabilité représente un acquis majeur pour tous. C'est une vraie bonne nouvelle pour l'embauche en France qui ainsi se modernise et se dynamise. Il marque aussi un progrès souhaitable vers l'égalité entre l'employeur et l'employé».

**PÉRIODE D'ESSAI RALLONGÉE.** Un à deux mois pour les ouvriers-employés, de deux à trois mois pour la maîtrise et de trois à quatre mois pour les cadres.

**RENOUVELABLE UNE FOIS.** Une sorte de

une incertitude permanente quant à son avenir. Pour le salarié, par contre, aucune liberté de choisir le moment de la fin de son contrat, ce qui continuera comme dans un CDI classique à être assimilé à une démission. C'est en fait à terme la suppression du CDI.

On appréciera que FO puisse dire que l'accord permet des «avancées pour les droits des salariés» et ne traduit en aucun cas «une victoire du patronat». «Le CDI demeure la norme», «tout licenciement doit avoir un motif réel et sérieux».

### SÉCURISATION

**CHÔMAGE.** Serait «mieux indemnisé, pour des durées plus courtes».

### PARTISAN SUR LE NET →

[vp-partisan.org](http://vp-partisan.org)

### PARTISAN CONTACT →

contact@vp-partisan.org

Voie Proletarienne · BP 48 · 95802 Épinay-sur-Seine cedex

## Sommaire 217

### ÉDITO LE PLUS IMPORTANT EN 2008

2

### CONTRE-OFFENSIVE IL FAUT S'ORGANISER !

3

### PÉNIBILITÉ UNE QUESTION POLITIQUE

4

### RSA PAS SOLIDAIRE DU TOUT !

5

### LYCÉES · UNIVERSITÉS ACTIONS ET PERSPECTIVES

6

### LO S'ALLIE À LA GAUCHE PAS SI ÉTONNANT

7

### NOVEMBRE 2007 AUTOUR DU MOUVEMENT DE GRÈVES

8

### FORUM D'OPPOSITION SYNDICALE COMPTE-RENDU

9

### GREMELLE DE L'INSERTION VERS LE CONTRAT UNIQUE

10

### ÇÀ BOUGE EN RUSSIE GRÈVE EXEMPLAIRE CHEZ FORD

11

### RÉPRESSION AMIANTE · MARINA PETRELLA · ENFERMEMENT...

12

### INTERNATIONAL PALESTINE · NOUVEAU NÉPAL

13

### ENVIRONNEMENT LES OGM FONT DU SOUCI

14

### CULTURE LIVRES · HISTOIRE

15

Parution du numéro 218 en fin février. Envoyez vos articles avant le 17 février

CPE-CNE qui prévoit une période d'essai maximum de deux ans.

Contrat indéterminé... mais limité. Une sorte de contrat de chantier (utilisé aujourd'hui dans le bâtiment), pour une tâche déterminée dont la durée minimum serait de 18 mois et «maximum» de 36 mois. Entre le mini et le maxi c'est l'employeur qui fixe unilatéralement, contrairement au CDD, la durée du contrat, l'employeur pouvant y mettre fin à n'importe quel moment, le salarié se retrouvant donc dans

**FORMATION.** Le salarié pourra «emporter» avec lui 50 % de son droit individuel à la formation (2) dans sa nouvelle entreprise.

Problème : durant la période de chômage du salarié, la nouvelle ANPE pourra imposer au demandeur d'emploi d'utiliser ce droit pour financer des formations.

**SANTÉ.** Les chômeurs ne conserveront le bénéfice de la couverture complémentaire santé+prévoyance que «pendant seulement un tiers du temps de leurs droits à indemnisation du chômage».

Travail Unique (la disparition du CDI) et aux chômeurs le Revenu Social d'Activité (avec obligation de travail).

Quant aux directions syndicales qui ont signé ou celles qui hésitent encore et qui souhaitent aller vers la «sécurité sociale professionnelle» (autre nom de la flexi-sécurité), elles ont franchi ouvertement le pas qui les mène à faire la politique du patronat. Elles devront rendre des comptes aux travailleurs !

Le 16 janvier 08, **cl**

### FLEXIBLE À 90% SÉCURISÉ À 10%

C'est du pâté d'alouette. Beaucoup de flexibilité pour les patrons, peu de sécurité pour les salariés. Le Medef et le gouvernement poursuivent leur offensive contre les droits et les conditions de vie des travailleurs ; il s'agit encore et toujours «d'adapter la main-d'œuvre» à la guerre économique mondiale. C'est la poursuite des contre-réformes par la destruction des garanties liées au contrat de travail. Le salarié sera soumis à une période d'essai permanente. Aux actifs le Contrat de

(1)*Partisan* a traité, à plusieurs reprises, de la question. Dans son n° 202 à propos du modèle anglais, dans son n° 203 à propos du modèle danois et de la «grande convergence» de la CGT (voir notre blog [ouvalage](#)), du gouvernement et du patronat vers la «sécurisation du parcours professionnel». (2) Comme nous l'avons montré dans nos précédents journaux, ce droit n'a pas cessé de diminuer au fil des ans, pour se réduire actuellement à 20 heures par an au maximum.

Rappelons que sur les 18 millions de salariés du secteur privé, 5,5 millions quittent chaque année leur emploi (2,4 millions par démission et 1 000 000 par licenciement).

## ★ AGENDA 217

### BONNE ANNÉE 2008 DE RÉSISTANCE ET DE LUTTE !

#### MANIFS DU JEUDI 24 JANVIER

13h00 - Manifestation des étudiants et personnels des universités contre la LRU, Loi Pécresse. Place Jussieu, Paris 5e, M° Jussieu. Elle rejoindra la manif de :

14h00 - Place de la Bastille - manifestation et grève - public et privé - salariés, emploi, statuts et services publics.

#### SANS-PAPIERS

Samedi 26 janvier, soutien aux sans-papiers, pour leur régularisation, pour la fermeture des Centre de rétention. Manifestons partout en France.

#### MUMIA ABU-JAMAL

Rassemblement de soutien à Mumia Abu-Jamal et contre la peine de mort aux USA. Rendez-vous hebdomadaire, tous les mercredis à 18h00, devant consulat Américain, M° Concorde

#### NÉPAL

Le Comité Népal, récemment créé devrait tenir une première réunion d'information le samedi 23 février 2008 à Paris. Pour plus d'infos, consulter notre site ou nous écrire.

#### THÉÂTRE

Gaïa et Prométhée. Hermès, dieu du commerce détourne le savoir de Prométhée pour étendre son pouvoir. Gaïa, la Terre-Mère en subit violennement les conséquences et part à la rencontre de Prométhée. Qui décide du sort du Monde ?

Par la Compagnie Jolie Môme, du 17 janvier à fin février, à La Belle Étoile, 14 rue Saint-Just, à La Plaine-Saint-Denis. Réservations fortement conseillées au 01 49 98 39 20

#### FILM

**La graine et le mulet.** Long-métrage d'Abdellatif Kechiche (France, 2007, 2h31) La graine c'est la semoule, celle du couscous. Le mulet c'est ce poisson qui foisonne dans les ports malgré la pollution de l'eau, grâce à une exceptionnelle faculté d'adaptation. Tout un symbole. La graine et le mulet, c'est la rencontre entre les cultures du part et d'autres de la Méditerranée, celles de la Tunisie et du port de Sète dans le cas présent. La rencontre entre l'immigré et la «douce» France.